
Quel est le processus d'émergence de la violence politique légitime ? Le cas du régime du Stormont en Irlande du Nord

Auteur : Smal, Julien

Promoteur(s) : Counet, Maxime

Faculté : Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

Diplôme : Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en relations internationales

Année académique : 2020-2021

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/12730>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.



Faculté de Droit, de Sciences Politiques et de Criminologie

Département de Science Politique

Année académique 2020-2021

Quel est le processus d'émergence de la violence politique
lors d'une crise de légitimité ?

Le cas du régime du Stormont en Irlande du Nord

Mémoire présenté par Julien Smal

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Politiques, orientation générale, à
finalité Relations Internationales

Membres du Jury

Maxime Counet - Promoteur

Liridon Lika - Lecteur

Juliette Renard – Lectrice



Faculté de Droit, de Sciences Politiques et de Criminologie

Département de Science Politique

Année académique 2020-2021

Quel est le processus d'émergence de la violence politique
lors d'une crise de légitimité ?

Le cas du régime du Stormont en Irlande du Nord

Mémoire présenté par Julien Smal

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Politiques, orientation générale, à
finalité Relations Internationales

Membres du Jury

Maxime Counet - Promoteur

Liridon Lika - Lecteur

Juliette Renard – Lectrice

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mon promoteur Maxime Counet pour ses judicieuses remarques, ses conseils avisés, sa disponibilité et plus généralement le temps précieux qu'il a bien voulu m'accorder tout au long de ce travail ;

Je remercie également mes lecteurs, Liridon Lika et Juliette Renard pour leurs avis constructifs ;

Mes remerciements vont aussi aux Professeurs Lorenzo Bosi et Jennifer Todd, pour nos échanges et réflexions sur un sujet au combien passionnant ;

J'aimerais bien évidemment remercier ma famille et mes proches pour m'avoir supporté et soutenu moralement durant toutes mes études ;

Il en va de même pour les relectures vigilantes de Marie-France Rosemboom et Odette Collard ;

Enfin, j'aimerais particulièrement remercier Clarisse Valles, pour sa patience, son aide et ses nombreux encouragements. Sans toi rien n'aurait pu arriver.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. CONTEXTE HISTORIQUE NORD-IRLANDAIS	3
1.1. <i>Easter Rising 1916</i>	5
1.2. Indépendance et partition du territoire d'Irlande.	7
1.3. Les différentes communautés	12
2. CONCEPTS THÉORIQUES.....	15
2.1. Le processus de crise chez Antonio Gramsci.....	15
2.1.1. Crise conjoncturelle et crise organique	17
2.1.2. Crise de légitimité et crise d'autorité	19
2.2. Classes subalternes et classe dominante.....	20
2.3. La violence politique, un phénomène morbide particulier	21
3. APPROCHE ET REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES	24
4. <i>TROUBLES ET CRISE DE LÉGITIMITÉ DU STORMONT REGIME</i>	26
4.1. Perte de consentement.....	28
4.1.1. La discrimination en Irlande du Nord	28
4.1.2. Méfiance intercommunautaire	31
4.2. Transformation de la classe dirigeante en classe dominante	33
4.2.1. Abolition de la représentation proportionnelle	34
4.2.2. <i>Gerrymandering</i>	37
4.2.3. Réactions nationalistes.....	39
4.3. Ordre d'Orange, forces de l'ordre et force de coercition	40
5. LA CRISE D'AUTORITÉ AIDE-T-ELLE À CORRIGER UNE ERREUR POLITIQUE ET HISTORIQUE ?	44
5.1. Au-delà de l'économisme mécaniste.....	44
5.2. Montée en violence	45
5.3. Tentatives de réponses et fin du Stormont	46
CONCLUSION	49
BIBLIOGRAPHIE.....	51

Lexique

IRA - Irish National Army

NICRA - Northern Ireland Civil Rights Association

NP - Nationalist Party

RUC - Royal Ulster Constabulary

UDA - Ulster Defence Association

UPL - Ulster Protestant League

UUP - Ulster Unionist Party

UVF - Ulster Volunteer Force

Introduction

D'un côté, avec l'application du Brexit mais surtout du protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord, de nouveaux épisodes de violence ont eu lieu en Ulster durant les mois de mars et avril 2021. Un nouveau contexte qui rend les unionistes et loyalistes nord-irlandais nerveux. Ceux-ci ont l'impression de perdre leur lien avec le Royaume-Uni et craignent le rapprochement d'une réunification de toute l'île d'Irlande¹. Une situation qui n'est pourtant pas nouvelle. Effectivement, les épisodes de violence se sont certes raréfiés, mais ils restent toujours présents en Irlande du Nord. Une entente difficile entre deux communautés qui dure depuis maintenant un siècle et des actes violents souvent perçus comme le résultat d'une guerre de religions. Pourtant, ce conflit entre protestants et catholiques s'est surtout intensifié avec les différences sociales, structurelles et politiques.

Un conflit et des violences qui sont souvent prises comme des actes de folie menés par des déséquilibrés mentaux, que l'on tente rarement de comprendre mais de résoudre, en recherchant les troubles cognitifs des auteurs ou en les réprimant d'autant plus violemment. Ce constat pourrait aussi être posé au sujet de la crise et du désir toujours plus grand de les prédire, d'attacher de l'importance à l'anticipation plutôt qu'à sa compréhension.

D'un autre côté, les écrits et concepts de l'intellectuel et homme politique sarde Antonio Gramsci connaissent un regain d'intérêt ces dernières années. Au point d'être utilisés par des courants de pensées auxquels il était hostile². Ses idées et sa manière de penser ne semblent pas perdre en pertinence. Bien au contraire au vu des récentes réinterprétations. Des auteurs comme Edward Saïd, Stuart Hall, Robert Cox ou plus récemment Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, nous invitent d'ailleurs encore à réfléchir aux problèmes politiques actuels de manière gramscienne. Malgré le conseil de Gramsci de ne pas forcer la sollicitation des textes³, tenter de « traduire » des

¹ HIRST M., "NI riots: What is behind the violence in Northern Ireland?", *BBC News*, <https://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-56664378> (consulté le 29 juillet 2021)

² KEUCHEYAN R., « Gramsci, une pensée devenue monde », *Le Monde diplomatique*, juillet 2012, disponible à l'adresse suivante : <https://www.monde-diplomatique.fr/2012/07/KEUCHEYAN/47970> (consulté le 12 août 2021).

³ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 2 : cahiers 6 à 9*, France, Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque de Philosophie », 1983, p. 152.

théories construites dans d'autres contextes historiques, en les actualisant pour en faire une autre lecture de la réalité, reste toutefois souhaitable⁴.

Les notions de crise et de classes subalternes sont d'ailleurs particulièrement intéressantes dans leurs capacités explicatives sur les rapports de forces et l'émergence de la violence. D'une part, pour analyser la crise d'une hégémonie politique, culturelle et économique en Irlande du Nord. Et d'autre part, pour penser les mouvements contre-hégémoniques et contestataires des subalternes.

Dans ce contexte, le présent travail de fin d'études tente de répondre à la question suivante : « Quel est le processus d'émergence de la violence politique lors d'une crise de légitimité ? Le cas du régime du Stormont en Irlande du Nord ».

Pour répondre à cette question, nous exposons premièrement les aspects les plus importants du contexte historique nord-irlandais. Ceci dans le but de comprendre comment ces deux communautés se sont formées, ainsi que la base historique de leurs idées, leurs revendications et les tensions qui les animent. Deuxièmement, trois concepts sont détaillés pour aider à l'analyse du cas de l'Irlande du Nord. D'abord en développant deux concepts d'Antonio Gramsci. Plus généralement le concept de crise et plus précisément celui de crise de légitimité. Puis, la dualité entre classes subalternes et classe dominante. Enfin, nous incluons la notion de violence politique à l'analyse gramscienne. Après l'explication de la méthodologie de ce travail, il est question de confronter les concepts théoriques au cas de l'Irlande du Nord, plus précisément de 1921 à 1972, soit la période plus communément appelée du *Stormont regime*, et ce sous l'angle central des caractéristiques de la crise chez Gramsci. Enfin, avant de conclure, le dernier chapitre donne une dernière réflexion sur la conception de l'histoire, de la crise et de sa tentative de résolution en Irlande du Nord avant et au début des *Troubles*, en comparaison avec une certaine lecture du matérialisme historique.

L'articulation de ces chapitres et sous-chapitres permet de montrer l'imbrication des différents phénomènes étudiés et le processus non-linéaire dans le passage à la violence politique. Cela pour empêcher l'explication par un grand récit historique, et de plutôt chercher l'évolution d'un système de relations et de contextes.

⁴ CIAVOLELLA R., « Un nouveau prince au-delà des antinomies : lectures de Gramsci dans les mouvements sociaux contemporains », *Actuel Marx*, vol. 1, n° 57, 2015, p. 121.

1. Contexte historique nord-irlandais

Pour comprendre les origines des *Troubles* en Irlande du Nord, il est nécessaire de revenir plusieurs siècles en arrière. Sans faire l'étalage de l'histoire d'Irlande, il reste important de connaître et comprendre certains événements et phénomènes historiques qui ont eu, peuvent ou pourront avoir des conséquences sur le développement d'une société. Dans le cas de l'Irlande, c'est principalement à partir des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles que l'on trouve l'une des racines de la partition et des conflits qui eurent lieu sur son territoire.

À cette époque est mise en place une politique d'expropriation par la royauté anglaise : le système des plantations. Originaires de Grande-Bretagne, les « planters »⁵ se sont vu attribuer les terres confisquées aux clans gaéliques et hiberno-normands par la couronne britannique lors des différentes vagues de colonisation de l'île d'Irlande⁶. Cette politique instaurée par le roi Henri VIII d'Angleterre a profondément modifié la démographie de l'Irlande. Créant une division communautaire religieuse entre une population d'origine protestante, débarquant d'Angleterre, d'Écosse et du Pays de Galles, et les habitants « originaux », gaéliques et catholiques⁷.

Ce système permit rapidement une domination britannique au Parlement. Alors que la province de l'Ulster était l'une des plus « gaéliques », ce nouveau système lui donna un caractère beaucoup plus « Anglo-Scottish-Protestant ». Cette nouvelle population arriva avec une mission civilisatrice et la perception d'une supériorité par rapport aux Irlandais natifs, perçus comme arriérés et impies⁸.

Les systèmes économiques et culturels des nations irlandaise et anglaise étaient bien différents, et c'est sans surprise que les élites du Royaume d'Irlande eurent du mal à gérer l'arrivée de populations anglaise et écossaise. Ces dernières profitèrent des avantages donnés par la couronne britannique. Les terres et titres donnés aux colons en Ulster permirent aux protestants d'acquérir une avance politico-socio-économique

⁵ Nom donné aux colons venus de Grande-Bretagne en majorité de religion protestante et anglicane. Ceux-ci ont bénéficiés du système des plantations. C'est-à-dire de l'expropriation des terres des populations irlandaises au profit des colons britanniques.

⁶ MAILLOT A., *L'IRA et le conflit nord-irlandais*, Caen, Presses universitaires de Caen, 2018, 346 p.

⁷ BARDON J., *The Plantation of Ulster: The British Colonization of the North of Ireland in the 17th Century*, Gill and Macmillan, 2011, 416 p.

⁸ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, pp. 9-16.

considérable. En 1641, 41 pour cent des terres et une grande majorité des sièges aux deux chambres du Parlement irlandais étaient détenus par des protestants⁹.

La victoire militaire de Cromwell n'aida pas la minorité catholique du nord. Au contraire, suite aux rébellions des années 1640, il confisqua les terres catholiques pour les donner à des protestants. Il ajouta aussi l'interdiction de nombreux lieux saints et prières catholiques. En 1703, les catholiques ne possédaient déjà plus que 14 pour cent des terres du territoire de l'île¹⁰.

Pendant tout le XVIII^{ème} siècle les catholiques étaient exclus du pouvoir, tandis que les anglicans et protestants possédaient un monopole politique. Malgré quelques réformes pour inclure plus de catholiques, les anglicans et protestants gardèrent ces avantages jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle. La société irlandaise était aussi divisée socialement par les trois religions majoritaires. Les anglicans composaient la grande majorité de l'aristocratie, les presbytériens de la classe intermédiaire et les catholiques parmi les classes les plus pauvres¹¹.

Durant les XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, la partie nord-est de l'île se différenciait toujours très fortement sur le plan socio-économique. Les protestants avaient une position privilégiée dans la société. Tandis que la majorité de l'île restait rurale, la vallée de Lagan, et plus particulièrement la ville de Belfast, connaissait une révolution industrielle importante¹².

Bien que plusieurs protestations et révoltes contre l'Empire britannique eurent lieu durant toutes ces années, l'une d'elle a particulièrement marqué l'histoire et l'imaginaire de l'Irlande au début du XX^{ème} siècle.

⁹ FITZPATRICK B., *Seventeenth Century Ireland*, New Jersey, Barnes & Noble Books, 1989, p. 46.

¹⁰ EDWARDS R. D., *An Atlas of Irish History*, Londres, Routledge, 2005, pp. 165-166.

¹¹ HEPBURN A.C., "Work, class and religion in Belfast, 1871-1911", *Irish Economic and Social History*, vol. 10, 1983, p. 50.

¹² COAKLEY J., "Northern Ireland and the British dimension", in COAKLEY J. & GALLAGHER M. (eds), *Politics in the Republic of Ireland*, Oxon, Routledge, 2018, p. 278-279.

1.1. *Easter Rising 1916*

Le 24 avril 1916, alors que la Seconde Guerre mondiale bat son plein, des rebelles républicains déclenchent un soulèvement armé à Dublin en occupant le bâtiment de la Poste Centrale¹³. Réagissant au retard pris dans l'application du Home Rule¹⁴ promis par le *Parlement Act*, plus de 800 militants républicains profitent de la guerre que les Britanniques mènent en Europe pour proclamer unilatéralement l'indépendance de l'Irlande. Après cinq jours d'affrontement entre les rebelles et l'armée britannique, une reddition sans condition est signée le 29 avril 1916¹⁵.

Cette insurrection reste un évènement majeur de l'histoire récente de l'île d'Irlande, mais aussi celui qui divise le plus la société nord irlandaise¹⁶. L'impact de cette insurrection sur le contexte socio-politique de l'île entière a été tel qu'il pousse certains auteurs à diviser l'histoire moderne d'Irlande entre l'avant et l'après 1916¹⁷.

Qualifié à tort à l'époque de «Sinn Féin Rebellion»¹⁸, cet évènement ne possédait pourtant pas une organisation solide. Le groupe de révolutionnaires y ayant pris part venait en partie de l'Irish Citizen Army et majoritairement de l'Irish Volunteers Force. Les leaders du mouvement, Patrick Pearse, James Connolly, Tom Clarke, Seán Mac Diarmada, Éamon de Valera, Joseph Plunkett et Constance Markievicz, bien que tous issus de l'Irish Republican Brotherhood, représentaient un large spectre politique, mélangeant idéologie catholique, nationaliste, républicaine et socialiste. Le lien avec le Sinn Féin restait ténu puisque même si Diarmada en était proche, de Valera en restait le seul membre, et d'ailleurs le seul leader précité ayant survécu à l'insurrection¹⁹.

¹³ COLANTONIO L., « Une mémoire en partage ? La Grande Guerre en Irlande », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 1-2, n° 113-114, 2014, pp. 118-124.

¹⁴ «The right of a country or region to govern itself, especially after another country or region has governed it.», *Oxford Advanced American Dictionary*, Oxford University Press, disponible à l'adresse suivante: <https://www.oxfordlearnersdictionaries.com/definition/>.

¹⁵ MCCARTHY M., «Making Irish Martyrs: The Impact and Legacy of the Execution of the Leaders of the Easter Rising, 1916», in OUTRAM Q., LAYBOURN K. (eds), *Secular Martyrdom in Britain and Ireland*, Palgrave Macmillan, 2018, pp. 165-202.

¹⁶ BROWNE C. B., «Choreographed Segregation: Irish Republican Commemoration of the 1916 Easter Rising in 'Post-Conflict' Belfast», *Irish Political Studies*, 2016, vol. 31, n° 1, pp. 102

¹⁷ FITZPATRICK D., «Commemoration in the Irish free state: a chronicle of embarrassment», in MCBRIDE I. (Ed.) *History and Memory in Modern Ireland*, Cambridge University Press, Cambridge, 2001, pp. 184–203.

¹⁸ Relatif au parti politique républicain et nationaliste irlandais le *Sinn Féin* (pouvant être traduit littéralement par 'Nous même' en gaélique).

¹⁹ BROWNE C. B., «Choreographed Segregation: Irish Republican Commemoration of the 1916 Easter Rising in 'Post-Conflict' Belfast», *op. cit.*, pp. 101-121.

Au final, l'Insurrection de Pâques fut fortement critiquée et ne reçut pas le soutien populaire attendu par les insurgés. Pire que cela, l'Insurrection fut un désastre militaire. Les révolutionnaires n'avaient aucune chance de succès armé et se firent écraser par des forces britanniques beaucoup plus importantes et mieux équipées. Le sentiment populaire allait même à l'encontre du mouvement ; la population irlandaise, et plus particulièrement celle de Dublin, la trouvait détestable et horrible. Pourtant, il est surprenant de voir que cet événement deviendra rapidement un cri populaire de rassemblement contre l'occupation britannique²⁰.

Ce retournement prit naissance dans la réaction brutale et exagérée du gouvernement britannique d'exécuter plusieurs insurrectionnels, ainsi que la répression particulièrement violente à l'égard de la population de Dublin²¹. À l'image de James Connolly, marxiste et syndicaliste irlandais d'origine écossaise, qui fut fusillé le 12 mai 1916, assis sur une chaise car incapable de tenir debout à cause des blessures subies lors des affrontements²².

La réaction de l'armée britannique fut virulente et disproportionnée. Les soldats arrêtaient et exécutèrent des rebelles présumés dans la ville Dublin. En tout, 3509 personnes furent arrêtées et le nombre d'exécutions est difficile à définir précisément tant certaines ont été effectuées en secret. Cette réaction créa de la peur et de la détestation de la part de la population irlandaise envers l'occupant britannique. En faisant cela, le gouvernement de Londres avait perdu toute légitimité envers la population irlandaise. Alors que de l'autre côté, le Sinn Féin devint l'organisateur héroïque de l'Insurrection de Pâques, et ce, au dépend du fait qu'il n'était en rien le seul acteur ayant poussé à la révolte. Les morts devinrent des martyrs et le Sinn Féinisme devint synonyme de républicanisme²³. Malgré une défaite militaire écrasante, les idées véhiculées par les dirigeants du mouvement, ainsi que la

²⁰ GODDARD S. E., *Indivisible Territory and the Politics of Legitimacy: Jerusalem and Northern Ireland*, New-York, Cambridge University Press, 2010, p. 108.

²¹ BROWNE C. B., "Choreographed Segregation: Irish Republican Commemoration of the 1916 Easter Rising in 'Post-Conflict' Belfast", *op. cit.*, p. 105.

²² NEWSINGER J., "James Connolly and the Easter Rising", *Science & Society*, vol. 47, n° 2, 1983, pp. 152–177.

²³ GODDARD S. E., *Indivisible Territory and the Politics of Legitimacy: Jerusalem and Northern Ireland*, *op. cit.*, p. 109.

Proclamation de la République Irlandaise restèrent encore pendant longtemps “the mainstay of Irish republican action ever since”²⁴.

1.2. Indépendance et partition du territoire d’Irlande.

Pour autant, les premières demandes d’indépendance eurent lieu avant cet évènement. Les origines de l’Irlande du Nord viennent d’ailleurs des protestations à l’encontre des demandes de Home Rule faites par les nationalistes irlandais à partir de 1885. Ce Home Rule, qui avait déjà été débattu en 1886 et 1893 au Parlement de Londres, n’avait eu la possibilité d’être renégocié qu’à partir de 1910²⁵. Lors de ces premières négociations sur la séparation de l’île, James Craig²⁶ disait déjà ne vouloir que six des neuf comtés de l’Ulster pour être sûr que la majorité protestante soit assez nombreuse pour dominer le Parlement d’Irlande du Nord et ainsi être dans une situation de “absolute security”²⁷.

Suite au *Parlement Act* de 1912, un groupe paramilitaire unioniste dénommé le Ulster Volunteer Force (UVF) se forme dès le 31 janvier 1913 et compte 75 000 unités. En réponse, les républicains s’organisent aussi et forment une contre-force : le National Volunteers, composé de 150 000 unités²⁸. Les premières tensions communautaires du XX^{ème} siècle et les risques de violence liés à celles-ci commencent.

Lors des négociations d’Ulster entre 1912 et 1917, la prise de parole d’un député unioniste montre cette difficulté rencontrée sur la question de l’application d’un Home Rule : “[...] the mistake of treating Ireland not as two nations, but as one nation ... Ireland consists of two nations different in sentiment, character, history, and religion ... It is absolutely impossible to fuse these two incongruous settlements together. It is

²⁴ BROWNE C. B., “Choreographed Segregation: Irish Republican Commemoration of the 1916 Easter Rising in ‘Post-Conflict’ Belfast”, *op. cit.*, p. 105.

²⁵ ANDERSON J. & O’DOWD L., “Imperialism and nationalism: The Home Rule struggle and border creation in Ireland, 1885 & 1925”, *Political Geography*, vol. 26, 2007, pp. 934-950.

²⁶ Député unioniste à partir de 1906 et leader des Unionistes d’Ulster sous Carson à partir de 1910. Il deviendra le premier Premier ministre d’Irlande du Nord de 1921 à 1940 (voir DALY T. P., “James Craig and Orangeism, 1903-10”, *Irish Historical Studies*, vol. 34, n° 136, 2005, pp. 431-448).

²⁷ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, Macmillan Press Ltd., New York, 1997, p. 5.

²⁸ GODDARD S. E., *Indivisible Territory and the Politics of Legitimacy: Jerusalem and Northern Ireland*, *op. cit.*, p. 103.

as impossible as trying to reconcile the irreconcilable”²⁹. Elle montre aussi l’existence et l’importance de deux communautés au sein de l’île, ainsi que de leurs différences.

Une solution est trouvée le 23 décembre 1920. Avec le *Government of Ireland Act*, deux nouvelles juridictions sont créées. L’objectif est d’appliquer deux formes de Home Rule en séparant l’Irlande entre le nord et le sud, et en établissant deux parlements distincts. L’espoir était de contenter les deux parties. En devenant un dominion, l’Irlande restait britannique tout en gagnant un peu de liberté dans la gestion du pays³⁰.

Les Britanniques usèrent aussi de deux institutions pour légitimer une partition de l’île. Premièrement, l’Ulster Unionist Council, toujours à la tête de l’Ulster Unionist Party de nos jours, ancêtre de l’Irish Unionist Alliance, était bien majoritaire dans la région de l’Ulster³¹. Étant donné qu’à l’époque, les affiliations religieuse et politique allaient de pair, le gouvernement britannique en conclut que la région était majoritairement protestante et unioniste. Deuxièmement, le recensement de 1911 montra lui aussi des données intéressantes. D’abord, la province ayant la minorité de protestants la plus importante au sud était Dublin avec 29 pour cent. Tandis qu’au nord les provinces de Antrim et Down possédaient les plus grandes majorités protestantes, de respectivement 79 et 68 pour cent. Dans les provinces de Armagh et Londonderry seuls 55 et 54 pour cent de la population étaient protestantes. Enfin, les provinces de Tyrone et Fermanagh avaient une population protestante moins importante, de 45 et 44 pour cent. Au final, en 1911, 66 pour cent de la population de l’Ulster était protestante et 34 pour cent était catholique³². Toutefois, la solution apportée par le gouvernement britannique ne fut pas totalement appréciée, que cela soit du côté unioniste ou du côté nationaliste.

Pour les nationalistes, deux raisons les empêchaient de voir cette séparation comme une avancée. Premièrement, une majorité du peuple irlandais était en 1918 pour l’indépendance de l’entièreté de l’île. La minorité unioniste n’avait pas le droit

²⁹ HANSARD, Clause 1. – (Establishment of Irish Parliament), 11 juin 1912, col. 771., disponible à l’adresse suivante : https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1912/jun/11/clause-1-establishment-of-irish#column_771 (consulté le 21 juillet 2021)

³⁰ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, *op. cit.*, p. 9.

³¹ Lorsqu’il est fait mention de la région de l’Ulster après 1921, il n’est question que des six comtés de Antrim, Armagh, Down, Fermanagh, Londonderry et Tyrone. Les comtés de Donegal, Monaghan et Cavan, situés à l’ouest et au sud de l’Ulster, ne sont pas pris en compte.

³² COAKLEY J., “Northern Ireland and the British dimension”, *op. cit.*, p. 279.

d'empêcher cette décision d'une majorité de devenir indépendant. Deuxièmement, au lieu d'effectuer un tracé de la frontière entre le nord et le sud qui suivait une limite entre Irlande protestante et Irlande catholique, les unionistes s'étaient efforcés de maximiser le territoire du nord, sans prendre en compte les comtés à majorité catholique. Au final, la partition était une décision injuste, mise en œuvre de manière injuste³³.

Pourtant, les conservateurs ne voulaient pas non plus de la partition. Montrant leur loyauté à l'Empire britannique, ils souhaitaient garder l'intégrité du territoire britannique et non défendre un Ulster indépendant³⁴. L'objectif même de la création du parti unioniste fut donc dès le départ d'être en opposition au Home Rule : « we are the Unionist Party – that is we exist to oppose Home Rule »³⁵. Même les unionistes, en la personne de Carson particulièrement, auraient préféré rester unis au reste de l'Irlande, mais aussi au reste du Royaume-Uni, ce qui était impossible à l'époque. Pour les unionistes, le Home Rule annonçait la désintégration du Royaume-Uni et de l'Empire³⁶.

Cependant, il semblait difficile de retarder l'application du Home Rule. La partition semblait donc un mal pour un bien. Garder une forme de British Rule en Ulster semblait raisonnable pour les conservateurs, libéraux britanniques et une partie des nationalistes irlandais. Cela permettait de garder la main sur la région la plus riche, la plus unioniste et protestante, et donc de ne pas se voiler la face devant son électorat. Du côté nationaliste, la division était peut-être la plus forte. D'un côté, les « pragmatiques » proches de Arthur Griffith et Michael Collins, ne voyaient pas d'autres issues possibles. La création de l'État libre d'Irlande par le traité anglo-irlandais de 1921 était censée être une première avancée vers une indépendance complète et la formation d'une République. Pour les nationalistes proches du président

³³ MCKITTRICK D. & McVEA D., *Making Sense of the Troubles: A History of the Northern Ireland Conflict*. London, Viking. 2012 : COAKLEY J., "Northern Ireland and the British dimension", *op. cit.*, p. 279.

³⁴ BOYCE D.G., "British Conservative Opinion, the Ulster Question, and the Partition of Ireland, 1912-1921", *Irish Historical Studies*, vol. 17, n° 65, p. 89.

³⁵ STUBBS O. J., "The Unionists and Ireland, 1914-18", *The Historical Journal*, vol. 33, n° 4, 1990, p. 867.

³⁶ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, *op. cit.*, p. 22.

Éamon De Valéra, cette partition semblait insupportable. Elle entachait la légitimité des nationalistes irlandais comme représentants de la nation irlandaise³⁷.

Toutefois, un compromis eut bien lieu et un traité fut signé, appliquant le Home Rule dans les 26 comtés du sud, gardant une présence britannique dans six comtés du nord. Pour Goddard ce n'était pas une question d'idéologie ou d'intérêts mais de légitimité. Chacun avait peur de l'éclatement d'une guerre civile si un compromis n'était pas trouvé. Les nationalistes craignaient qu'en cas de partition, les républicains ne gagnent du terrain, plus particulièrement les radicaux du Sinn Féin. Du côté des conservateurs et des libéraux, on craignait aussi la possible arrivée d'une guerre civile si les républicains et les militants loyalistes gagnaient en pouvoir³⁸.

L'idée de partition convenait donc tout de même aux deux parties. L'accord final disposait que le Home Rule s'appliquerait sur tout le territoire mais différemment dans la région autonome de l'Ulster. Cette dernière aurait un parlement propre, d'abord dans le cadre d'une Irlande unie puis rapidement en tant que nation constitutive du Royaume-Uni. Cependant, les négociations tournèrent court et la guerre d'indépendance finie en 1921, seuls les républicains et le gouvernement britannique étaient parties aux négociations. Encore une fois la question de la légitimité était très importante. Les Britanniques ne voulaient pas que l'Ulster soit rattaché à l'Irlande indépendante, même avec une indépendance énorme et un statut qui les reliaient à la couronne britannique. Tandis que les républicains défendaient toujours l'idée d'une unité irlandaise. Le gouvernement britannique se trouvait donc à négocier avec le Sinn Féin, adversaire plus coriace que les nationalistes³⁹.

Lors des négociations, pour défendre l'idée de la partition, les unionistes mirent en avant le fait que si les nationalistes avaient pu sortir du Royaume-Uni, il n'y avait aucune raison que les unionistes ne puissent pas décider de rester, mais surtout ne pas s'attacher à l'Irlande nationaliste. De plus, si certains protestants refusaient de reconnaître l'existence de discriminations envers la minorité catholique, d'autres la justifiaient en disant vouloir se protéger d'une minorité dite « infidèle ». Ces deux

³⁷ GODDARD S. E., *Indivisible Territory and the Politics of Legitimacy: Jerusalem and Northern Ireland*, *op. cit.*, p. 105.

³⁸ *Ibid.*, p. 106.

³⁹ *Ibid.*, pp. 107-108.

courants unionistes se retrouvaient néanmoins pour dire que le sud aussi discriminait sa propre petite minorité protestante, et ce même si ce n'était pas le cas dans les faits⁴⁰.

De plus, au sud comme au nord, la naissance des deux entités d'Irlande se fit dans le sang. D'abord de 1919 à 1921, lors des affrontements pour le Home Rule, les forces de la Couronne décomptèrent 600 morts, tandis que 752 hommes et femmes de l'Irish Republican Army (IRA) furent tués. En Irlande du Nord, entre juillet 1920 et juillet 1922, 557 personnes perdirent la vie dont 303 catholiques, 172 protestants et 82 membres des forces de police et de l'armée britannique. Les unionistes comme les républicains étaient en colère contre ce qu'ils considéraient comme une campagne délibérée d'assassinats sectaires menée à l'encontre de leurs communautés respectives⁴¹.

Ces violences ont fragilisé les relations politiques entre les deux parts de l'île. Cependant, elles devinrent certes faibles mais pas inexistantes. Même si le *Government of Ireland Act of 1920* était désormais surnommé le « Partition act », certaines institutions permettaient de faire perdurer le lien entre le nord et le sud. Ce fut le cas du Conseil d'Irlande, composé équitablement de 40 membres du sud et du nord⁴².

Au final, et malgré les difficultés rencontrées, la partition semblait être la solution la moins coûteuse pour toutes les parties. Elle fut la tentative d'une accommodation plus qu'une résolution de conflits historiques en Irlande⁴³. Néanmoins, avec l'accord consistant à geler la frontière entre le nord et le sud conclu en 1925 entre Britanniques, Irlandais et Nord-Irlandais, et la signature du Traité anglo-irlandais, lequel a considérablement étendu l'autonomie politique de la partie sud, l'idée d'un Conseil pour toute l'Irlande fut mise en veilleuse. Après les différentes guerres civiles et épisodes violents, les contacts entre les deux parts de l'île ne s'améliorèrent guère. Les unionistes prirent le pouvoir au nord durant 50 ans et lancèrent l'Irlande du Nord dans la Seconde Guerre mondiale. Alors que le sud fonda encore durant de longues années,

⁴⁰ COAKLEY J., "Northern Ireland and the British dimension", *op. cit.*, p. 279.

⁴¹ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, *op. cit.*, p. 11.

⁴² COAKLEY J., "Northern Ireland and the British dimension", *op. cit.*, p. 279.

⁴³ RUANE J. & TODD Jennifer, *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation*, *op. cit.*, p. 48.

l'espoir d'une réunification et resta neutre durant le conflit. Les deux Irlandes devinrent définitivement opposées⁴⁴.

1.3. Les différentes communautés

Après 1922, le conflit ne s'était pas résolu mais éteint pour un temps, jusqu'à ce qu'il réapparaisse en 1968, concentré dans le nord mais avec la participation de la République d'Irlande et du Royaume-Uni. Il existe deux principales raisons à cette situation. Premièrement, les différentes dimensions identitaires sont restées intactes au nord. Dans cette partie de l'île, ce fut toujours les protestants contre les catholiques, les Ulster-Scots contre les gaéliques, les « settlers » contre les « natives », Britanniques contre Irlandais, modernités protestantes contre « backwardness » catholique⁴⁵. Deuxièmement, la partition ne résolut pas non plus le problème de domination et d'inégalités au nord. Les catholiques se sentaient floués et surtout continuaient à voir l'île comme un tout, avec une forte frustration de ne pas avoir réussi à obtenir l'indépendance de toute l'île. Du côté protestant, on voyait la création de l'Irlande du Nord et le support britannique comme la seule solution à leur survie. Il était donc impératif de la défendre⁴⁶.

La division engendrée par la question de la partition et de l'appartenance religieuse rythma et rythme toujours la vie de la société nord-irlandaise. Deux pôles communautaires qui se radicalisèrent de plus en plus à partir des années 1920. Seulement, à l'origine, cette différence vient du XIX^{ème} siècle. Effectivement, c'est durant ce siècle que le concept de Nation, en tant que communauté auto-déterminée avec sa propre culture et histoire, émerge⁴⁷. Pourtant, la différence entre « natives » et « settlers » originaire du XVII^{ème} siècle reste l'une des divergences fondatrices. Cette différenciation est importante parce qu'elle a généré une psychologie de la dépossession, ainsi que la peur réciproque de l'expulsion. Selon Joseph Ruane et Jennifer Todd, celles-ci furent violemment perçues des deux côtés de la frontière

⁴⁴ COAKLEY J., "Northern Ireland and the British dimension", *op. cit.*, p. 280.

⁴⁵ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation*, *op. cit.*, p. 290.

⁴⁶ FARRELL M., *Northern Ireland the Orange State*, Londres, Pluto Press, 1976, pp. 21-38.

⁴⁷ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation*, *op. cit.*, p. 28.

communautaire. La division de la société autour de la différence entre des colons et des autochtones s'avérera d'ailleurs remarquablement résistante⁴⁸.

Au niveau politique, il existe deux différentes allégeances territoriales et religieuses, chacune possédant une vision radicale de leur mouvement. D'un côté, la majorité des protestants se sent britannique et veut rester membre du Royaume-Uni. Ils rejettent l'unification par principe, parce que se sentant loyaux à l'Union, à cause aussi d'une faiblesse économique du sud, plus agricole par rapport à l'Ulster industrielle, en raison de la domination de l'ethos catholique, trop concentré sur le passé gaélique de l'Irlande, le rejet des principes libéraux comme l'avortement, l'égalité des femmes, et surtout la crainte de devenir une minorité⁴⁹. Ils sont plus couramment appelés unionistes ou loyalistes. Les unionistes sont fidèles à l'Empire et l'Union britannique, tandis que les loyalistes sont, en plus, fidèles à la couronne britannique. De l'autre côté, les catholiques se voient comme des Irlandais et donc voudraient voir les six comtés du Nord faire partie de la République d'Irlande. Ce sont les nationalistes⁵⁰. Au sein de ce mouvement nationaliste, il existe une distinction entre le nationalisme républicain du Sinn Féin et le nationalisme parlementaire que représentait le Nationalist Party (NP) jusqu'à la fin des années 1970⁵¹.

Les courants loyalistes et républicains forment une tendance idéologique radicale de leur mouvement respectif. Là où les nationalistes parlementaires acceptèrent la partition comme un pas vers l'indépendance complète, avec le but d'obtenir la réunification de manière pacifique et diplomatique plus tard. Les républicains n'ont jamais pleinement accepté la division de l'île. D'obédience socialiste, ils n'acceptèrent jamais la légitimité du gouvernement nord-irlandais. Pour ce mouvement, c'est pour cela que la révolution débutée dans les années 1920 doit être continuée dans la région perdue de l'Ulster. Les loyalistes forment le mouvement inverse, pour ne pas dire ennemi. Plus qu'en faveur du Royaume-Uni, ils sont fortement attachés à la famille

⁴⁸ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation, op. cit.*, p. 25-26.

⁴⁹ MOXON-BROWNE E., *Nation, Class and Creed in Northern Ireland*, Gower Pub Co, 1983, p. 38.

⁵⁰ MCALLISTER I. et HAYES B., *Conflict to Peace: Politics and Society in Northern Ireland over Half a Century*, "Manchester University Press", 2013, p. 51.

⁵¹ Access Research Knowledge (ARK), "The Northern Ireland House of Commons, 1921-1972", *Northern Ireland Elections*, 12 février 2002, disponible à l'adresse suivante: <https://www.ark.ac.uk/elections/hnihoc.htm> (consulté le 21 juillet 2021).

royale. Comme pour l'idéologie républicaine, la violence est un moyen légitime à utiliser pour défendre sa cause⁵².

Cependant, la dichotomie de la société n'est pas totalement fermée. Il existe aussi des minorités catholiques se définissant unionistes, ainsi que des minorités de protestants ayant un plus fort sentiment de nationalisme irlandais. La division de la société nord-irlandaise ne peut dès lors être réduite à une seule de ces dimensions. Loin d'être un conflit « simplement » religieux, l'antagonisme est aussi ethnique, colonial, social, économique et politique⁵³.

Au niveau économique, avec le déclin industriel, certains jeunes de quartiers plus défavorisés plongèrent dans la culture du loyalisme et du républicanisme. Pourtant, la hiérarchie sociale en Irlande du Nord et la divergence entre unionistes, loyalistes et nationalistes, républicains ne permet pas facilement l'analyse des conflits en termes de classes sociales⁵⁴.

Finalement, parce que les catholiques voient la discorde en termes de nationalité alors que les protestants la voient en termes religieux, la politique en Irlande du Nord implique des conflits intercommunautaires mais aussi entre idéologies⁵⁵.

⁵² RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation*, *op. cit.*, p. 49.

⁵³ RUANE J. and TODD J., "Afterword Social Movements, Long-term Processes, and Ethnic Division in Northern Ireland", in BOSI L. et DE FAZIO G. (eds), *The Troubles in Northern Ireland and Theories of Social Movements*, Amsterdam University Press, 224 p.

⁵⁴ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation*, *op. cit.*, p. 83.

⁵⁵ ROSE R., *Governing without consensus: an Irish perspective*, Beacon Press, London, 1971, p. 216.

2. Concepts théoriques

2.1. Le processus de crise chez Antonio Gramsci

L'étymologie du mot « crise » vient du latin *crisis*, issu du vocabulaire médical « où il représente l'étape charnière, le moment paroxystique d'une maladie, qui peut en ce point 'critique' évoluer vers la guérison comme vers la mort »⁵⁶. Aujourd'hui encore, le terme de crise garde l'aspect décisionnel de son origine ; puisque lorsqu'il y a crise, il y faut trancher, prendre une décision importante. Néanmoins, l'inflation de son usage, et accessoirement son débordement de la sphère purement médicale, a transformé sa signification. Dès lors, le terme de crise désigne un moment de rupture ou une période grave, et cela depuis le XIX^e siècle⁵⁷.

De nos jours, son utilisation est devenue à la fois polyvalente et commune, pouvant être à la fois générale ou spécifique, conjoncturelle ou organique (crise des sub-primes, crise démocratique, crise sanitaire, etc.). Simultanément banale et anxiogène, ultramoderne et éculée, aucun discours ne semble pouvoir s'en passer lorsqu'il est question de décrire un évènement estimé rare ou extraordinaire.

Dans ses *Cahiers de prison*, le penseur italien Antonio Gramsci développe la notion de crise dans l'analyse détaillée de la crise du libéralisme et de l'État italien au cours des années 1920 et 1930. C'est pour cela que sa pensée peut être définie comme étant axée sur les crises⁵⁸. Bien qu'une définition précise semble manquer, voire même est exclue⁵⁹, il a paru tout de même possible de faire ressortir trois caractéristiques essentielles à la notion de crise chez Gramsci.

La première particularité est qu'elle ne se définit pas comme un évènement précis, exogène et quasiment instantané. Au contraire, les crises ont une histoire qui se forge des contradictions de l'ancien ordre social mourant. Néanmoins, plus que de séparer

⁵⁶ ORDIONI N., « Le concept de crise : un paradigme explicatif obsolète ? Une approche sexospécifique », *Mondes en développement*, vol. 2, n° 154, 2011, p. 138.

⁵⁷ COURBON B., « À propos d'un constituant lexical de la modernité : aspects sémantiques du mot crise », *Éla. Études de linguistique appliquée*, vol. 1, n° 157, 2010, p. 60.

⁵⁸ BABIC M., "Let's talk about the interregnum: Gramsci and the crisis of the liberal world order", *international Affairs*, 2020, p. 4.

⁵⁹ Il nous a paru important de noter que Gramsci veut prévenir toute tentative de définition unique de ce genre d'évènements, ou « ce qui revient au même, [de] trouver une cause ou une origine unique. » cité dans GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 4 : cahiers 14 à 18*, France, Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque de Philosophie », 1990, p. 111.

l'ancien du nouveau monde, la crise est un processus long, multidimensionnel et transformateur d'une insécurité politique et économique qui peut durer des décennies. En cela elle est une dynamique, un processus⁶⁰.

Deuxièmement, la crise est aussi un moment de division entre structures et superstructures. Dans la théorie marxiste, l'infrastructure, ou base matérielle, constitue ce qui est relatif à la production, comprenant les forces et les relations de production. Et les superstructures, l'ensemble des idées d'une société, c'est-à-dire ses productions non-matérielles comme les institutions politiques, les lois, religions, philosophies, morales, cultures, consciences de soi, etc. Pour Marx, c'est l'infrastructure qui influence, qui détermine même, les superstructures. Pour Gramsci, elles « constituent [ensemble] des moments d'importance égale de la vie sociale »⁶¹, chacune s'influence mutuellement. De plus, ces deux parts de la société ne sont pas séparées, bien au contraire elles s'interpénètrent⁶². Gramsci s'oppose donc à la tradition marxiste qui considère les valeurs comme l'instrument ou le reflet du développement matériel.

Troisièmement, Gramsci avait compris que le capitalisme est un système socio-économique qui vit des crises. Contrairement au courant de pensée marxiste de son époque, qui pensait de la crise qu'elle était un moment salvateur duquel la société communiste pouvait émerger logiquement, Gramsci pense la crise comme un moment naturel du capitalisme. Et même, que le système capitaliste se nourrit de ses crises. Faisant de celles-ci une condition du développement capitaliste de toute société, ce type de système se trouve donc en crises continues. Pourtant, sa théorie pratique de la guerre de mouvement et guerre de position, semble montrer le contraire. Effectivement, lorsqu'il parle des crises en terme révolutionnaire, c'est pour parler de brèches, d'opportunités politiques et révolutionnaires à saisir. Dès lors, il semble se rapprocher de la tradition marxiste en affirmant que les crises sont des opportunités de luttes politiques. Pourtant, la différence se fait sur ce point. Là où les marxistes orthodoxes voient en la crise un moment mécanique de l'effondrement du Capitalisme,

⁶⁰ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 4 : cahiers 14 à 18, op. cit.*, p. 111. : FILIPPINI M., *Using Gramsci: a new approach*, London, Pluto, 2017, p. 88. : BABIC M., "Let's talk about the interregnum: Gramsci and the crisis of the liberal world order", *op. cit.*, p. 5.

⁶¹ HOARE G. & SPERBER N., *Introduction à Antonio Gramsci*, La Découverte, 2019, p. 84.

⁶² GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 2 : cahiers 6 à 9, op. cit.*, p. 176.

Gramsci y voit une opportunité révolutionnaire. Un évènement qui pourrait faire venir la révolution non pas de manière automatique, mais par la volonté⁶³.

2.1.1. Crise conjoncturelle et crise organique

À ces trois caractéristiques, Gramsci ajoute la distinction fondamentale entre crise conjoncturelle et crise organique. Véritablement, la distinction entre ces deux types de crises vient en fait d'une distinction plus générale entre la dimension conjoncturelle et la dimension organique⁶⁴.

Tout d'abord, la dimension, ou réalité, organique englobe les « bases fondamentales d'une époque »⁶⁵, particulièrement les relations de dominations-subalternités entre les grandes classes sociales. Dès lors, la révolution de 1789 est un retournement organique dans le sens où elle renverse l'ordre, le pouvoir dans ses fondements même.

Ensuite, « la réalité conjoncturelle se réfère aux rapports concrets et particuliers (et non plus seulement génériques) des forces sociales en présence à un instant donnée de l'histoire »⁶⁶. Cette dimension conjoncturelle est positionnée à un degré supérieur de contingence historique, sans être pour autant séparée complètement de l'organique. Ces deux dimensions ne sont en aucun cas des territoires distincts. Pour preuve, l'organique ne se manifeste qu'avec une série conjoncturelle. D'ailleurs les révolutions passives « et autres mouvements sociaux moléculaires constituent des moments de l'histoire conjoncturelle »⁶⁷. Ce que l'on appelle « crises » depuis les années 2000 ne sont en fait qu'une série de crises conjoncturelles, qui forment, peut-être, une crise organique.

Le parallèle est rapide mais entre le *Transformismo* italien et les deux crises gouvernementales de la dernière décennie en Belgique, il n'y a pas eu de modification des rapports fondamentaux dans la société, juste une altération des profils sociaux de la classe dirigeante du pays. Dans le cas belge pourtant cette altération n'a même pas

⁶³ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 4 : cahiers 14 à 18, op. cit.*, pp. 111-115.

⁶⁴ Terme que Gramsci préférait au mot « structurel », plus usuel de nos jours.

⁶⁵ HOARE G. & SPERBER N., *Introduction à Antonio Gramsci, op. cit.*, p. 57

⁶⁶ *Loc. cit.*

⁶⁷ *Loc. cit.*

eu lieu, simplement une dissociation temporaire des élites politiques dirigeantes. Ce que Gramsci appelle « défusion » et « fusion des élites ».

En revanche, Gramsci définit de « crise organique » le moment révolutionnaire qui fait trembler les fondements de l'ordre social. Ce passage de l'ancien monde bourgeois à la révolution prolétarienne, que Gramsci anticipe, est une stase prolongée des forces en présence qui peut durer des dizaines d'années. Lorsqu'il écrit ces lignes, Gramsci pense évidemment à l'échec de la révolution ouvrière turinoise de 1920 pour parler du « nouveau [qui] ne peut naître »⁶⁸. Mais aussi à la prise du pouvoir par les fascistes pour parler de « phénomènes morbides »⁶⁹. Plus globalement, ce type de crise bascule plus fortement les fondements d'un ordre. « They produce the 'morbid symptoms' that disrupt everyday political and economic life and, in the long run, destroy old societal orders and power relations »⁷⁰.

Pour Gramsci, les crises organiques ont pour origine une aliénation des masses de leur représentation politique, ce qui donne lieu à un décalage entre représentés et représentants. Les acteurs dominants du passé ne sont plus capables de régler la crise avec les vieilles idées de l'ordre mourant. Ceci fait surgir une crise d'autorité, ce qui laisse la porte ouverte à différents symptômes morbides⁷¹. Plus généralement, les symptômes morbides forment un élément important de sa définition de la crise. Gramsci a été l'observateur de nombreux de ces symptômes, dont la violence politique. Ces symptômes sont qualifiés de « morbides » car ils montrent les limites du système de l'ordre politique en place. Un ordre qui souffre de problèmes existentiels qu'il ne peut résoudre. Quant au nouvel ordre hégémonique sensé être capable de régler ces problèmes, il tarde à naître. Durant cette période, les morbidités sont ingérables et ne représentent pas une alternative viable⁷².

⁶⁸ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 1 : cahiers 1 à 5*, France, Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque de Philosophie », 1996, p. 283.

⁶⁹ *Loc. cit.*

⁷⁰ BABIC M., "Let's talk about the interregnum: Gramsci and the crisis of the liberal world order", *op. cit.*, p. 6.

⁷¹ *Loc. cit.*

⁷² *Ibid.*, p. 7.

2.1.2. Crise de légitimité et crise d'autorité

Pour Gramsci, une société se maintient si seulement elle parvient à équilibrer l'utilisation de la force et du consentement. Machiavel parlait du Prince qui devait être fort comme le lion et rusé comme le renard pour garder son pouvoir. Gramsci use également d'une analogie semblable au florentin, celle du centaure, moitié homme, moitié animal. De même que le centaure, le Prince moderne détient une hégémonie duelle basée sur la combinaison de la coercition et du consentement, de la puissance et de la culture. Cette dualité légitimise la création d'un leadership intellectuel et moral stable. En somme, la direction du groupe social dominant sur les classes subalternes⁷³.

Dès lors, une crise moderne est une crise de légitimité, une crise du consentement et de l'autorité de la classe dominante⁷⁴. Ou plutôt, la perte de consentement est liée à la transformation de la classe dirigeante en classe dominante, et inversement. Puisque dès lors elle n'est détentrice que de la « pure force de coercition »⁷⁵, conséquence de son inaptitude à faire accepter les idéologies traditionnelles aux masses⁷⁶.

« La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés. »⁷⁷

La crise de légitimité est donc la première étape visible du processus d'une crise organique. Un bouleversement majeur de la société qui engendrerait une séparation entre dirigeants et dirigés, une méfiance réciproque. Son apparition signifierait qu'il existe bel et bien une crise de commandement, une mise en cause de l'action politique et des valeurs qu'elle défend, et donc l'absence de loyauté réciproque, qui par conséquent déboucherait sur une incapacité du dirigeant à diriger, étant donné « l'incapacité du 'dirigé' à accomplir sa tâche »⁷⁸.

⁷³ HOARE G. & SPERBER N., *Introduction à Antonio Gramsci, op. cit.*, pp. 93-112.

⁷⁴ C'est pourquoi les termes de 'crise de légitimité' et 'crise d'autorité' font référence au même type de crise chez Gramsci.

⁷⁵ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 1 : cahiers 1 à 5, op. cit.*, p. 282.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 282-283.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 283.

⁷⁸ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 1 : cahiers 1 à 5, op. cit.*, p. 345.

Il y a donc une dualité entre le consentement et la force pour arriver à l'hégémonie⁷⁹. Compromis inéluctable que le centaure, l'hégémon, le nouveau prince, se doit de pouvoir manier. Dès lors que ce consentement n'existe plus, nous nous trouvons dans une crise d'autorité. Cette forme de crise est bien conjoncturelle, mais néanmoins nécessaire à l'émergence d'une crise organique⁸⁰.

Enfin, toujours fortement imprégné par le matérialisme historique, Gramsci voit en la crise d'autorité la force historique visant à corriger une erreur politique et historique :

« Un acte politique donné peut avoir été une erreur de calcul de la part des dirigeants des classes dominantes, erreur que le processus historique corrige et dépasse à travers les 'crises' parlementaires et gouvernementales des classes dirigeantes »⁸¹

La crise de légitimité ne serait donc pas uniquement un symptôme d'échec ni une menace pour l'ordre social. Elle démontrerait plutôt une fragilité élémentaire, le manque de fondation et de bien-fondé d'un ordre politique vieillissant. Un contexte propice à l'action politique et au renouvellement.

2.2. Classes subalternes et classe dominante

Le concept de subalterne a connu bien des évolutions de signification tout au long de l'écriture des cahiers. Il désigne d'abord la petite bourgeoisie et les degrés intermédiaires de la chaîne de commandement, dans un vocabulaire qui fait le « parallèle entre la fonction sociale et la fonction militaire »⁸². Alors que, le troisième cahier fait référence à des groupes sociaux marginaux ou des classes fondamentales non hégémoniques. C'est à partir de ce cahier que la conception dialectique du rapport entre structure et superstructure ressort dans le rapport entre la classe dominante et les classes subalternes. À cela, il faut ajouter que la classe dominante est utilisée au

⁷⁹ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 2 : cahiers 6 à 9, op. cit.*, p. 19.

⁸⁰ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 3 : cahiers 10 à 13*, France, Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque de Philosophie », 1978, p. 399.

⁸¹ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 2 : cahiers 6 à 9, op. cit.*, p. 189.

⁸² LIGUORI G., « Le concept de subalterne chez Gramsci », *Mélanges de l'École française de Rome – Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, vol. 128, n° 2, 2016, p. 2.

singulier. À l'inverse, il faut parler de « classes subalternes » au pluriel⁸³. Cependant, le terme de « classe dominante » laissera plus tard la place au terme, lui aussi pluriel, de « classes dirigeantes »⁸⁴. Néanmoins, au vu d'une certaine unicité du régime en place de 1922 à 1972, il sera fait usage du terme de « classe dominante » pour parler du régime du Stormont.

Une autre particularité de l'opposition dominante et subalterne, est qu'elle définit des catégories qui doivent prendre en compte des dynamiques relationnelles. Encore une fois ces termes ne sont pas figés dans le temps mais mouvants⁸⁵. Par le terme « classes subalternes », Gramsci désigne donc « un ensemble diversifié de classes, toutes caractérisées par le fait de ne pas encore être hégémoniques ou dominantes »⁸⁶.

Finalement, le concept de *subalterne* permet de sortir d'une lecture en termes de classes dans un sens purement économique. La notion gramscienne étant plus globale selon certains auteurs, elle n'est pas réductible à la seule classe prolétaire. En cela elle permet de prendre en compte plusieurs discriminations, ainsi que leur intersectionnalité⁸⁷. Elle rend aussi possible une lecture de l'articulation des luttes et rapports de forces au sein d'une société, et donc le passage à un moment politique, prenant souvent une forme violente⁸⁸. Un moment politique qui émerge du mouvement réactionnaire de la classe dominante face au mouvement spontané des classes subalternes⁸⁹.

2.3. La violence politique, un phénomène morbide particulier

Les *Cahiers de Prison* contiennent peu de réflexions explicites sur le thème de la violence politique. Néanmoins, il semble évident que la violence fait partie des phénomènes morbides de la crise dont parle Gramsci. Sans en développer la notion,

⁸³ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 1 : cahiers 1 à 5, op. cit.*, p. 277 cité dans LIGUORI G., « Le concept de subalterne chez Gramsci », *op. cit.*, p. 3.

⁸⁴ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 5 : cahiers 19 à 29*, France, Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque de Philosophie », 1992, p. 312.

⁸⁵ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 5 : cahiers 19 à 29*, France, Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque de Philosophie », 1992, pp. 301-317.

⁸⁶ LIGUORI G., « Le concept de subalterne chez Gramsci », *op. cit.*, p. 5.

⁸⁷ CIAVOLELLA Riccardo, « Un nouveau prince au-delà des antinomies : lectures de Gramsci dans les mouvements sociaux contemporains », *op. cit.*, p. 120.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 123.

⁸⁹ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 1 : cahiers 1 à 5, op. cit.*, p. 296.

elle est un fait que Gramsci a vécu et subi, ne serait-ce que durant la période fasciste de l'Italie.

La définition suivante de la *violence politique* n'est donc pas gramscienne mais s'inscrit dans un cadre théorique qui l'est. Cette notion est donc classiquement définie comme « une radicalisation des moyens [...] dans des conflits pouvant opposer entre elles des communautés ethnonationales, des groupes porteurs d'une idéologie spécifique et des gouvernements, ou les défenseurs d'idéologies rivales »⁹⁰.

La présente définition permet d'abord de rester neutre et d'éviter la stigmatisation, ce que le terme de *terrorisme* a plus facilement tendance à induire⁹¹. Comme le dit bien Carolyn Gallagher lorsqu'elle parle de donner cours sur la violence politique : «One man's terrorist is another's freedom fighter»⁹².

Ensuite, elle prend en compte la dimension physique de la violence, sans importance du groupe qui en fait usage⁹³. « La violence politique – qu'elle soit anticipée, menaçante ou effective – implique la mobilisation par des groupes armés de répertoires d'action hétérogènes, et ce indépendamment de leurs orientations idéologiques ou de leur rapport à l'État »⁹⁴.

Enfin, elle admet le caractère stratégique d'une telle action politique⁹⁵. «[Political violence] is a strategy, that the strategy involves interactions among political actors, and that to explain the adoption of such a strategy we have no choice but to analyse it as part of a political process»⁹⁶. Dans ce cadre, la violence acquiert un caractère politique dès lors que l'action possède un objectif politique, une violence qui a pour « but d'influencer des publics spécifiques et au nom d'objectifs politiques ethnonationaux, religieux ou idéologiques »⁹⁷.

⁹⁰ BOSI L., « État des savoirs et pistes de recherche sur la violence politique », *Critique internationale*, 2012, n° 54, p. 172.

⁹¹ *Loc. cit.*

⁹² GALLAHER C., «Teaching about political violence: a primer on representation», *Journal of Geography in Higher Education*, vol. 28, n° 2, 2004, p. 301.

⁹³ KALYVAS N. S., *The Logic of Violence in Civil War*, New-York, Cambridge University Press, coll. « Cambridge Studies in Comparative Politics », 2006, p. 19.

⁹⁴ BOSI L., « État des savoirs et pistes de recherche sur la violence politique », *op. cit.*, p. 171.

⁹⁵ KALYVAS N. S., *The Logic of Violence in Civil War*, *op. cit.*, p. 27.

⁹⁶ TILLY C., «Terror as Strategy and Relational Process», *International Journal of Comparative Sociology*, vol. 46, n° 1-2, 2005, p. 21.

⁹⁷ BOSI L., « État des savoirs et pistes de recherche sur la violence politique », *op. cit.*, p. 181.

Deux autres remarques sont à rajouter à l'explication de cette notion. Premièrement, la violence politique n'est pas un événement statique, une occurrence hors du temps. Comme la crise, cet événement n'apparaît pas à un moment fixe. Plutôt, elle se réalise comme un processus qui se déroule dans le temps⁹⁸.

Deuxièmement, il est souvent fait usage du "total deaths rate" comme unité de mesure de ce type de violence. La violence politique y est mesurée par « le taux de mortalité dû aux conflits domestiques pour un million d'habitants »⁹⁹.

Le principal avantage d'utiliser un « nombre total de morts » comme mesure de la violence politique est le fait de mélanger la violence à la fois des insurgés, des miliciens en faveur du régime, qu'ils soient liés directement ou indirectement au régime, mais aussi des forces étatiques, car le concept de violence politique inclut la violence exercée par les partisans du gouvernement et pas seulement celle des groupes rebelles¹⁰⁰. Il ne sera pas fait utilisation de ce chiffre dans cette analyse, toutefois il semble important pour comprendre que la violence politique ne se résume pas à l'un ou l'autre camp.

Finalement, le lien entre crise et violence politique tient dans le fait qu'une crise organique peut amener à propager une transformation sociale, à transformer le subalterne d'une « chose » à une « personne historique », à le faire devenir un « agent actif » et non plus un « résistant »¹⁰¹. Cependant, lors des crises, le manque de force contre-hégémonique assez puissante et s'appuyant sur un consensus général des classes subalternes peut aussi produire une situation dangereuse, ouverte à « des solutions de force, pour l'activité de puissances obscures représentées par les hommes providentiels ou charismatiques »¹⁰².

⁹⁸ BOSI L., "A processual approach to political violence: how history matters" in ENGLISH R. (eds.), *The Cambridge History of Terrorism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021, p. 108. : TILLY C., "Terror as Strategy and Relational Process", *op. cit.*, p. 21.

⁹⁹ WANG T. Y., DIXON W. J., MULLER E. N. & SELIGSON M. A., "Inequality and Political Violence Revisited", *The American Political Science Review*, 1993, vol. 87, n° 4, p. 981.

¹⁰⁰ WHITE W. R., "On Measuring Political Violence, Northern Ireland, 1969 to 1980", *American Sociological Review*, 1993, vol. 58, n° 4, p. 575.

¹⁰¹ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 2 : cahiers 6 à 9*, *op. cit.*, p. 374.

¹⁰² GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 3 : cahiers 10 à 13*, *op. cit.*, pp. 399-400.

3. Approche et remarques méthodologiques

Ce chapitre expose la méthodologie de ce travail de fin d'études, ainsi que le cheminement qui a conduit à cette approche. Le choix de la thématique est le résultat d'un intérêt pour le cas particulier de l'Irlande du Nord, de la violence politique et d'une curiosité pour les classiques en sciences politiques.

Conséquemment, afin de répondre à la question : « Quel est le processus d'émergence de la violence politique lors d'une crise de légitimité ? Le cas du régime du Stormont en Irlande du Nord », il a d'abord été question d'analyser les différents débats parlementaires, revues de presse et autres documents pouvant aider dans l'analyse de la crise de légitimité en Irlande du Nord. Après discussions avec les professeurs Lorenzo Bosi, Jennifer Todd, ainsi que mon promoteur, il a été convenu que cela restait trop ambitieux dans le cadre d'un mémoire. D'un côté, la période de temps était trop longue pour pouvoir espérer faire une analyse complète en si peu de temps. De l'autre côté, le choix de ce cadre temporel ne semblait pas être modifiable au vu de l'approche théorique choisie. De fait, la théorie gramscienne d'Antonio Gramsci se base sur le long terme. Une crise se déroule sur plusieurs décennies, restreindre la période à observer à une durée de cinq à dix ans restait encore une fois peu enviable et toujours difficilement faisable. Cela risquait surtout de ne pas permettre l'analyse voulue, l'analyse gramscienne.

De plus, la situation sanitaire ne permettait pas de se déplacer sur le territoire britannique. Et ce malgré que l'organisation de mon mémoire comprenne des déplacements en Irlande du Nord depuis l'université où j'effectuais mon Erasmus, à Dublin. En effet, le lieu de mon séjour Erasmus n'était pas le fruit du hasard. Il s'inscrivait directement dans mon mémoire. Malgré cette difficulté, mon séjour à la University College of Dublin me permit tout de même un accès primordial à plusieurs sources et contacts scientifiques, particulièrement avec les professeurs Dawn Walsh et Jennifer Todd.

Il a donc été question de confronter les concepts théoriques développés dans le deuxième chapitre, à des analyses préexistantes du cas nord-irlandais. En somme, tenter une lecture particulière de l'émergence de la période de violence qu'a connu l'Irlande du Nord durant les Troubles, en partant par ce qui semble être la période de

formation critique de la crise, c'est-à-dire du début des années 1920 à la fin des années 1960.

Certes le problème nord-irlandais ne se résume pas au XX^{ème} siècle. Les événements mentionnés dans la partie historique¹⁰³ permettent donc de contextualiser un long processus, notamment lorsqu'il est question de parler des deux communautés en conflit.

En définitive, l'analyse qui ressort de ce travail situe l'explication de la violence politique dans l'analyse d'un processus politique et historique, sensé capturer une dynamique et des relations multiples entre ces processus et acteurs, contraint dans un certain système politique.

¹⁰³ Cf. chapitre 1 : contexte nord-irlandais.

4. *Troubles et crise de légitimité du Stormont regime*

Le sens est constitutif de la vie sociale, où les relations structurelles, idées et significations s'interpénètrent. En Irlande du Nord, le problème vient aussi bien d'une différence entre deux communautés et deux identités nationales que d'un problème d'inégalité institutionnelle, qui elle-même renforce ces identités et ce sens collectif¹⁰⁴. Les discours dénigrants des protestants et des Anglais en direction des catholiques ont joué un rôle considérable dans la production des divisions internes en Irlande. Ils ont contribué à la formation du nationalisme culturel et populaire irlandais du XIX^{ème} siècle¹⁰⁵.

Avec la séparation de l'île, la question irlandaise était loin d'être résolue. Bien au contraire, la partition n'avait fait que renforcer le problème dans la partie nord de l'Irlande. Néanmoins, elle gardait aussi ouverte la blessure créée dans le sud, et ce encore longtemps après la partition. Elle divisa peut-être même d'autant plus les communautés protestante et catholique, en renforçant le clivage entre unionistes et nationalistes.

Au début de son existence, l'Irlande du Nord restait une région où la violence physique était considérable. La fin des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale, loin d'éteindre les tensions, signalait l'émergence d'une guerre froide intercommunautaire qui persistera jusqu'au début des premières agitations dans les années 1960.

“Beneath the surface of an outwardly stable society, Northern Ireland's communal divisions persisted in a form of cold war”¹⁰⁶

Il a été vu dans le premier chapitre que l'origine des tensions ethno-religieuses peut trouver sa source dans une longue histoire entre Grande-Bretagne et Irlande, caractérisée par des relations difficiles avec son voisin anglais. Une situation qui peut être définie comme un problème continu d'autorité en Irlande. Effectivement, le Royaume d'Angleterre et ensuite l'Empire britannique eurent du mal à faire accepter

¹⁰⁴ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation, op. cit.*, p. 5.

¹⁰⁵ HENNESSEY T., “Ulster unionist territorial and national identities 1886–1893: Province, Island, kingdom and empire”, *Irish Political Studies*, vol. 8, 1993, pp. 21-36.

¹⁰⁶ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996, op. cit.*, p. 110.

leur autorité et leur légitimité au peuple irlandais. Ce qui pousse d'ailleurs Richard Rose à dire que "crises of authority are nothing new to the Irish"¹⁰⁷, pour exprimer à quel point cette question d'autorité pourrait être développée sur plusieurs siècles.

Un problème qui se poursuit dès la création de l'Irlande du Nord, qui n'est pas un État indépendant puisque le Royaume-Uni et la République d'Irlande revendiquent constitutionnellement le droit de le gouverner¹⁰⁸. Pourtant, cette province autonome possède certains attributs de la souveraineté qui lui laissent des prérogatives proches d'un État. C'est pour cela qu'il ne semble pas y avoir d'inconvénients dans l'analyse à aborder l'Irlande du Nord comme un État distinct¹⁰⁹. La gestion de l'État s'est d'ailleurs faite sans grandes contraintes extérieures jusqu'au retour du Direct Rule en 1972. Il possédait un parlement autonome et un gouvernement relativement libre. Ce qui nous pousse à le considérer comme une démocratie instable¹¹⁰.

"Understanding how a regime operates when problems are unusually difficult – or even insoluble – defines the limits of a regime's authority"¹¹¹

Les trois sous-chapitres suivants sont reliés car il n'existe pas d'ordre chronologique dans leur manifestation. Tous ces événements peuvent survenir à des moments variés. La perte de consentement peut apparaître sans modification de la classe dirigeante, et l'avènement d'une classe dominante peut s'amener aussi bien à la suite d'une perte de consentement que la faire advenir. La violence politique de l'État, quant à elle, peut émerger à n'importe quel moment du processus de domination, étant donné qu'elle n'est principalement définie que comme un outil stratégique de l'action politique.

¹⁰⁷ ROSE R., *Governing without consensus: an Irish perspective, op. cit.*, p. 17.

¹⁰⁸ LIJPHART A., "Review Article: The Northern Ireland Problem; Cases, Theories, and Solutions", *British Journal of Political Science*, vol .5, n° 1, 1975, p. 84.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 85.

¹¹⁰ BUDGE I. & O'LEARY C., "Local Elections and Party Competition: 1897-1967", in BUDGE I. & O'LEARY C., *Belfast: Approach to Crisis: A Study of Belfast Politics, 1613-1970*, Palgrave Macmillan, 1973, p. 198.

¹¹¹ ROSE R., *Governing without consensus: an Irish perspective, op. cit.*, p. 18.

4.1. Perte de consentement

Selon Gramsci, le consentement se perd par une utilisation trop importante de la force, de la coercition. Dans les démocraties, la classe dominante tient sa légitimité, son consentement, du mécanisme électoral. En outre, le « monopole de la violence légitime » est lui utilisé pour mettre en place, ou plus souvent défendre, des politiques publiques. Si cet usage de la coercition par l'État se fait de manière trop virulente, le pouvoir risque de perdre son consentement et d'être sanctionné aux élections. Une utilisation de la force qui, elle-même, tient sa légitimité de l'institution électorale.

En Irlande du Nord, cette perte de consentement se fait par une violence à l'égard des nationalistes et des républicains réels et présumés. Une violence communautaire acceptée, dans un sens, par le pouvoir central, mais surtout, entraînée par une instabilité démocratique importante.

Pourtant, la perte de légitimité du Stormont commence déjà par d'autres éléments, peut-être moins violents physiquement. Tout d'abord par une discrimination politique, économique et sociale. Ensuite, par une méfiance intercommunautaire, qui se trouvera aussi au niveau gouvernemental au vu de la forme particulière que prend le régime politique et son gouvernement dans les six comtés britanniques de l'Ulster.

4.1.1. La discrimination en Irlande du Nord

Rapidement après la partition, la minorité catholique fut la cible de discriminations en Irlande du Nord. Que cela soit au niveau politique, de l'emploi public et privé, des logements sociaux, du développement local ou encore face à la police¹¹². Pourtant, ces discriminations ne seront effectivement documentées et prises en compte par le gouvernement britannique qu'à partir du 15 janvier 1969. Date à laquelle est mise en place la "Commission Cameron", ayant pour objectif "to hold an enquiry into and to report upon the course of events leading to, and the immediate causes and nature of

¹¹² WHYTE J., "How much discrimination was there under the unionist regime, 1921-1968?" in GALLAGHER and O'CONNELL J. (eds), *Contemporary Irish Studies*, 1983, disponible à l'adresse suivante : <https://cain.ulster.ac.uk/issues/discrimination/whyte.htm#chap1>

the violence and civil disturbance in Northern Ireland”¹¹³. Pour cause, à cette époque les tensions politiques et communautaires s’aggravaient déjà depuis quelques années. La formation de la Ulster Volunteer Force (UVF) en 1966 poussa un peu plus l’émergence du mouvement pour les droits civiques en octobre 1968, ainsi que les violentes émeutes entre ces derniers et les forces de police de la Royal Ulster Constabulary (RUC)¹¹⁴.

Pourtant cette discrimination existait depuis longtemps. Les anthropologues Denis Barritt et Charles Carter démontrèrent qu’il existait déjà au XVI^{ème} siècle un sentiment de supériorité des protestants à l’encontre des catholiques. Bien que cela n’empêchait pas qu’ils pouvaient entretenir des relations amicales et respectueuses, rarement il n’y eut pas cette volonté de marquer une différence entre protestants et catholiques, en gardant ce point de vue de supériorité des premiers sur les seconds¹¹⁵.

Cette situation persista encore après le partage de l’île en 1921. La grande majorité des catholiques vit la partition comme un stratagème visant à garder une autre forme de British Rule par la création d’un État artificiel à majorité protestante¹¹⁶. En plus de condamner le gouvernement du Stormont de n’utiliser son pouvoir que dans l’intérêt des unionistes et protestants, sans trop d’égard à la minorité catholique, les élus nationalistes mettaient en cause des politiques discriminatoires à l’encontre des catholiques¹¹⁷. Durant 50 ans, la société nord-irlandaise connut “a consistent and irrefutable pattern of deliberate discrimination against Catholics”¹¹⁸.

Sur certains aspects, le gouvernement unioniste ne niait pas les faits. Les accusations les plus connues portaient sur les conséquences de l’abolition de la représentation proportionnelle ainsi que les politiques de gerrymandering. Loin de

¹¹³ RTÉ, “Civil Rights in Northern Ireland: 11. Cameron Report”, *RTÉ Archives*, disponible à l’adresse suivante : <https://www.rte.ie/archives/exhibitions/1031-civil-rights-movement-1968-9/1041-cameron-report/> (consulté le 23 juillet 2021)

¹¹⁴ BOSI L., “Explaining the Emergence Process of the Civil Rights Protest in Northern Ireland (1945-1968): Insights from a Relational Social Movement Approach”, *Journal of Historical Sociology*, vol. 21, n° 2/3, 2008, p. 256.

¹¹⁵ BARRITT D. & CARTER C., *The Northern Ireland Problem: A Study in Group Relations*, Oxford, 1962, pp. 54-58.

¹¹⁶ JUNG C., LUST-OKAR E. & SHAPIRO I., “Problems and prospects for democratic settlements: South Africa as a model for the Middle East and Northern Ireland?”, in KALYVSA N. S., SHAPIRO I. & MASOUD T. (éds.), *Order Conflict, and Violence*, New York, Cambridge University Press, 2008, p. 143.

¹¹⁷ BUCKLAND P., *A History of Northern Ireland*, Dublin, Gill & Macmillan, 1981, p. 72.

¹¹⁸ DARBY J., *Conflict in Northern Ireland: The Development of a Polarised Community*, Dublin, Gill & Macmillan, 1976, pp. 77-78.

contredire les nationalistes, le gouvernement unioniste reportait la faute sur les élus nationalistes. Ceux-ci n'avaient qu'à avoir été présents lors des rendez-vous de la commission sur la redéfinition des frontières électorales. Quant à la composition du gouvernement, pour éviter la suppression du système proportionnel les nationalistes auraient dû prendre leurs places au parlement. Dès lors, s'il existait bien des discriminations à ces niveaux-là, ils ne pouvaient s'en prendre qu'à eux-mêmes¹¹⁹.

Aux cas de discrimination au sein des institutions publiques et privées, le Parti Unioniste d'Ulster rétorquait qu'il n'était pas question d'exclure les catholiques, mais d'empêcher de faire rentrer des membres déloyaux. La distinction politique, plutôt que religieuse, faite entre déloyal et catholique par les unionistes ne fut pas très convaincante pour la communauté catholique¹²⁰.

Pourtant, le fait d'exclure les catholiques sous des raisons soi-disant politiques eut des conséquences dans les relations communautaires. L'Ulster Protestant League (UPL), organisation anticatholique, suprémaciste et loyaliste, fondée en 1931, fut l'une de ces conséquences. Fortement lié à l'UUP au début de son existence, elle prit rapidement ses distances face à des politiques gouvernementales jugées trop laxistes. En plus de mettre en place une propagande anticatholique et anti-communiste sévère, la formation politique organisa des réunions politiques lors desquelles les discours haineux pouvaient se transformer en "mob attacks on catholic areas"¹²¹. Avec encore cette idée que catholiques et communistes formaient des groupes politiques déloyaux au nouvel État nord-irlandais. En juin 1935, des membres de l'UPL attaquèrent les quartiers généraux du Labour et du Parti Communiste, après que ceux-ci aient formé un front commun¹²². Ces actions violentes ne furent que très peu réprimées. Les liens qu'entretenaient certains membres fascistes de l'UPL avec l'UUP leur permirent de ne pas être inquiétés¹²³.

"The ethos of the state was unambiguously and unashamedly sectarian. The unionist government repeatedly highlighted the

¹¹⁹ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, op. cit., p. 110.

¹²⁰ FARRELL M., *Northern Ireland the Orange State*, op. cit., pp. 90-91

¹²¹ WALKER G., "'Protestantism Before Party!': The Ulster Protestant League in the 1930s", *The Historical Journal*, vol. 28, n° 4, 1985, p. 963.

¹²² HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, op. cit., p. 67.

¹²³ WALKER G., "'Protestantism Before Party!': The Ulster Protestant League in the 1930s", op. cit., p. 963.

*constitutional question in elections and stressed the need for Protestant solidarity in the face of the Catholic threat*¹²⁴.

En dehors de ces évènements politiques violents, une faible part des protestants croyait qu'il puisse exister une discrimination à l'encontre des catholiques. Seulement, peu de données existe sur ce sujet. Le gouvernement refusant catégoriquement de les reconnaître, il n'existe des traces de sondages portant sur ces questions qu'à partir des années 1960. À cette époque, seulement 16 pour cent de la population protestante estimait que les catholiques étaient véritablement discriminés, et quatre pour cent admettait en avoir une connaissance personnelle. Au contraire des catholiques, dont 74 pour cent pensait qu'il existait bel et bien une discrimination généralisée envers leur communauté, et un tiers disait l'avoir personnellement vécu¹²⁵.

Publié en août 1969, le *Rapport Cameron* concluait que la discrimination systémique¹²⁶ à l'encontre de la population catholique, en particulier dans les villes de Londonderry et Dungannon, était la cause principale des désordres que connaissait l'Irlande du Nord. Les recommandations étaient nombreuses pour le gouvernement nord-irlandais. Parmi ceux-ci, il est possible de noter la fin de la discrimination dans l'emploi public, le désarmement et une réforme du RUC, la mise en place d'élections basées sur la représentation proportionnelle et le *Single Transferable Vote*, ou encore le suffrage intégral des adultes¹²⁷.

4.1.2. Méfiance intercommunautaire

Ces faits de discriminations créèrent un environnement hostile entre les deux principales communautés du pays. Le système façonné par le régime du Stormont était sans aucun doute divisé, inégal et discriminatoire. Bien que la discrimination ne soit pas, comme nous l'avons vu, facile à mesurer, elle a entraîné tout de même des

¹²⁴ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation, op. cit.*, p. 121.

¹²⁵ ROSE R., *Governing without consensus: an Irish perspective, op. cit.*, pp. 272-273.

¹²⁶ Le rapport précise qu'elle n'avait été jusqu'alors que peu documenté.

¹²⁷ CAMERON J. *et al.*, "Cameron Report - Disturbances in Northern Ireland: Chapters 10 to 16", *CAIN*, 16 août 1969, disponible à l'adresse suivante : <https://cain.ulster.ac.uk/hmsocameron2.htm#chap16>.

répercussions dans la société, ainsi que dans les relations entre les communautés politique et religieuse¹²⁸.

Dans leur tentative de retourner la problématique des demandes catholique et nationaliste, le gouvernement unioniste plongea le pays dans un mécanisme insidieux. Pour que les différences de traitement faites aux catholiques ne paraissent pas comme une question d'appartenance religieuse, l'UUP les fit passer pour une question de politique de survie. "I do hope that people will realise that the Ulstermen are up against, not Catholics, but ... rebels, that they are up against murder, Bolshevism, and up against those enemies not only of Ulster, but the Empire"¹²⁹. Dans la continuité de cette idée, les loyalistes trouvaient qu'un nationaliste n'était rien d'autre que quelqu'un de déloyal à la Couronne d'Angleterre, et donc un suspect¹³⁰.

Toutefois, nationalisme et catholicisme étaient encore bien trop liés aussi pour certains unionistes. Pour le député unioniste Sir Basil Brooke¹³¹, tous ceux qui n'étaient pas loyaux au régime étaient "disloyalists" et ne devaient pas pouvoir trouver d'emploi. Cela valait aussi pour ce qu'il appelait par amalgame les membres du « parti catholique ». Une assimilation entre catholicisme et nationalisme irlandais qui, loin d'effacer les différences religieuses, bien au contraire les renforça¹³². Changer la distinction faite entre catholiques et protestants pour une division entre loyaux et déloyaux ne trompa que peu de personne. En plus de renforcer une méfiance intercommunautaire préexistante, elle développa d'autant plus de griefs et de colère de la population catholique à l'encontre du régime nord-irlandais¹³³.

Cette mentalité d'assiégé que représentait Sir Basil Brooke dans le mouvement unioniste n'était pas minoritaire. Au contraire, il traduisait un sentiment de peur générale envers les catholiques et nationalistes. Alors Premier ministre, il déclara à la

¹²⁸ TOWNSHEND C., "The Stormont regime: Northern Ireland, 1920-1969", *op. cit.*, p. 192.

¹²⁹ Northern Ireland House of Commons debates, 23 May 1922, cité dans HENNESEY T., *A History of Northern Ireland*, *op. cit.*, p. 31.

¹³⁰ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, *op. cit.*, p. 10.

¹³¹ Sir Basil Brooke (1888-1973) était un homme politique unioniste proche de Edward Carson, leader historique du mouvement unioniste en Ulster. Promu Commandant du B Specials après la première guerre mondiale, il fut élu à la *House of Commons* en 1929, ministre de l'agriculture en 1933, ministre du commerce en 1941 et enfin le troisième Premier ministre d'Irlande du Nord de 1943 à 1963 (voir SMYTH S., "In Defence of Ulster: The Visit of Sir Basil Brooke to North America, Spring 1950", *The Canadian Journal of Irish Studies*, vol. 33, n° 2, 2007, pp. 10-18.).

¹³² TOWNSHEND C., "The Stormont regime: Northern Ireland, 1920-1969", *op. cit.*, p. 192.

¹³³ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation*, *op. cit.*, p. 126.

chambre que “ideals and feelings [of protestants and catholics] are so different that I can see bloodshed and riot if that were to happen ...”¹³⁴. Vingt-cinq ans après la partition de l’Irlande, ce sentiment que deux peuples opposés étaient forcés de cohabiter en Irlande du Nord persistait toujours.

À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, fut signé le *Ireland Act*, en 1949. Celui-ci répondait au *Republic of Ireland Act* de 1948, qui mit fin au statut de dominion de l’État libre d’Irlande, transforma l’État irlandais en République, modifia le chef d’État du roi du Royaume-Uni au président de la République, mis fin à son appartenance au Commonwealth et à la citoyenneté britannique en Irlande. Au même moment, le nouveau président De Valéra décida de lancer une nouvelle campagne anti-partition. Celle-ci eut pour conséquence de faire remonter la peur et l’inquiétude du côté unioniste et loyaliste mais aussi de détacher encore plus l’Irlande du Nord du reste de l’Irlande. Au même moment, le Labour mettait en place l’État Providence au Royaume-Uni. L’Irlande du Nord, en plein déclin économique, n’aurait jamais pu l’installer sans les aides britanniques. Les unionistes, même s’ils n’étaient pas forcément en sa faveur, ne pouvaient qu’accepter. Ce qui eut pour conséquence de renforcer les liens du Royaume-Uni et de l’Ulster¹³⁵.

4.2. Transformation de la classe dirigeante en classe dominante

Malgré les timides réponses du gouvernement unioniste aux demandes des nationalistes, il restait un fait que la minorité catholique restait largement dominée par la majorité protestante, que cela soit tant au niveau socio-économique qu’au niveau politique.

Dans les années 1930, Lord Craigavon faisait référence au Parlement du Stormont comme d’un “Protestant Parliament for a Protestant people”. Ce slogan politique expliquait l’objectif central du UUP : comparer la réussite d’un État protestant à un État catholique, représenté par la République d’Irlande. Il semble clair que pour le

¹³⁴ BROOKE Basil *in* Northern Ireland House of Commons Debates, vol. 30, col. 1965-71, 8 Oct. 1946.

¹³⁵ COAKLEY J., “Northern Ireland and the British dimension”, *op. cit.*, p. 280.

Premier ministre, les catholiques ne devaient pas être pris en compte dans le nord de l'île¹³⁶.

Pourtant, les conséquences étaient là, les membres du gouvernement prirent à la lettre la première phrase et empêchèrent le plus possible de faire entrer des catholiques au sein de l'administration nord-irlandaise¹³⁷.

Une situation qui se renforça au niveau politique en 1929, lors de l'abolition de la représentation proportionnelle et le début des politiques de découpage des circonscriptions électorales. Effectivement, il y a eu beaucoup d'accusations de discrimination à l'encontre du gouvernement unioniste contre les minorités catholique et nationaliste, mais aussi des accusations de sous-représentation de la minorité au niveau du cabinet ministériel et des autorités locales. Et ce, en plus des politiques de gerrymandering visant à garder le pouvoir pour le UUP¹³⁸.

Il n'est pas surprenant de constater que le bilan du gouvernement d'Irlande du Nord fut et reste un sujet de controverse. Les institutions politiques étaient démocratiques, fondées sur le modèle britannique majoritaire, possédaient une presse libre ainsi que des élections libres. La domination politique protestante se faisait en tant que majorité démographique, élue dans un système démocratique majoritaire. Cela n'enlève rien au fait qu'il a existé des abus, des modifications et manipulations du système pour permettre d'accroître un pouvoir unioniste déjà considérable. Ceux-ci affaiblissent considérablement sa prétention à se définir comme une démocratie libérale normale.¹³⁹

4.2.1. Abolition de la représentation proportionnelle

Au niveau parlementaire, le UUP prit le contrôle du gouvernement sans interruption de 1921 à 1972. Une domination qui eut lieu aussi bien au niveau local qu'au niveau gouvernemental, tout autant sur les partis nationalistes que les autres partis unionistes. Bien qu'il soit difficile d'être parfaitement exhaustif lorsqu'il s'agit d'expliquer et de comprendre comment le parti unioniste a commencé cette domination politique

¹³⁶ TOWNSHEND C., "The Stormont regime: Northern Ireland, 1920-1969", *op. cit.*, p. 187.

¹³⁷ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, *op. cit.*, p. 64.

¹³⁸ O'BRIEN J. "Chapter Two: Politics, Representation and Electoral Practices" *op. cit.*, p. 7.

¹³⁹ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation*, *op. cit.*, p. 119.

pendant 50 ans, plusieurs évènements et décisions politiques importantes peuvent néanmoins être cités.

Premièrement, le *Government of Ireland Act* de 1920 prévoyait la création d'institutions pour toute l'Irlande. Un Conseil d'Irlande devait être mis en place pour permettre au nord, au sud et à Westminster de négocier au sujet de ce qui devait déboucher sur un parlement irlandais commun aux deux parties de l'île. Ensuite, lors de la signature du traité anglo-irlandais de 1921, il était prévu de continuer à négocier sur la question des frontières entre le nord et le sud. Là aussi une institution, la Commission des Frontières, devait être installée pour permettre à chacune des parties prenantes de négocier le tracé final entre le nord et le sud. Aucune des deux négociations n'eurent lieu, laissant les frontières telles quelles et cédant au gouvernement d'Irlande du Nord des compétences importantes mais floues¹⁴⁰.

Deuxièmement, l'abolition de la représentation proportionnelle se fit en deux étapes. Le système de représentation proportionnelle avait été mis en place sur tout le territoire irlandais entre 1919 et 1920. D'abord au niveau des comtés avec le *Local Government (Ireland) Act*, et ensuite, toujours sous le *Government of Ireland Act* en 1920. Le dernier ayant pour objectif spécifique de protéger les minorités. À l'époque cela visait plus spécifiquement la minorité protestante¹⁴¹. Une minorité qui était devenue une majorité sous le gouvernement unioniste. La première étape visa donc le niveau local avec la loi de juillet 1922, abolissant la représentation proportionnelle aux élections locales, instaurée le 7 septembre 1922. Fortement controversée, elle permit le retraçage des zones électorales¹⁴². Cette modification assurait une domination dans les localités majoritairement unionistes mais aussi la prise de pouvoir dans les zones habituellement à majorité catholique¹⁴³.

Troisièmement, le gouvernement unioniste fit passer un projet de loi visant à faire passer les élections à la Chambre basse du Parlement, d'un système proportionnel vers un système pluraliste¹⁴⁴. Dénommé *Method of Voting and Redistribution of Seats*, ce

¹⁴⁰ HARKNESS D., "Division and Retrenchment: 1919-1925", in HARKNESS D., *Ireland in the Twentieth Century: Divided Island*, New York, Macmillan, 1996, pp. 41-45.

¹⁴¹ O'BRIEN J. "Chapter Two: Politics, Representation and Electoral Practices", *op. cit.*, p. 8-10.

¹⁴² Voir la partie 4.2.2 sur le gerrymandering.

¹⁴³ O'BRIEN J. "Chapter Two: Politics, Representation and Electoral Practices", *op. cit.*, p. 14.

¹⁴⁴ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation*, *op. cit.*, p. 120.

projet fut voté à la Chambre des Communes du Stormont en février 1929. Celui-ci finissait d'abolir la représentation proportionnelle en Ulster britannique, pour le remplacer par le système du "first-past-the-post"¹⁴⁵. Toujours est-il que le but visé par le UUP n'était pas seulement de bloquer les nationalistes mais plutôt d'empêcher une alternative unioniste en renforçant l'unité et la force à l'intérieur du parti. Craigavon ne considérait pas le parti travailliste et les unionistes indépendants comme déloyaux. Ils restaient néanmoins, pour lui, un obstacle à la formation d'un gouvernement stable et d'un État fort¹⁴⁶.

Depuis ce moment-là, les élections générales devinrent un combat entre les unionistes du UPP et les nationalistes. Ces derniers n'ayant que peu de chance de se voir gagner les élections. Il semble clair que la décision prise d'abolir ce système l'ait été dans le seul intérêt de la communauté unioniste mais aussi dans l'objectif d'aliéner la minorité nationaliste¹⁴⁷. James Craigavon savait ce qu'il faisait. Son objectif était d'avoir un gouvernement uni et fort contre le « risque nationaliste », dans le but de savoir si "whether we [Northern Ireland] are going to remain part and parcel of Great Britain and the Empire or whether on the other hand we are going to submerge ourselves in a Dublin parliament"¹⁴⁸.

Quatrièmement, aux premières élections, les nationalistes et républicains s'abstenaient de prendre part au Parlement du Stormont pour s'opposer à la partition. Ne reconnaissant pas la légitimité du nouveau parlement, le NP et le Sinn Féin décidèrent de faire front commun pour s'opposer au British Rule. Une opportunité pour les unionistes de préparer l'abolition du système proportionnel. D'abord, par l'absence d'opposition parlementaire. Ensuite, en légitimisant ce changement aux yeux de la population protestante. Le refus des nationalistes et républicains de participer à la vie politique offrit donc d'autant plus la possibilité aux unionistes de prendre le pouvoir¹⁴⁹.

¹⁴⁵ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, *op. cit.*, pp. 45-46.

¹⁴⁶ PRINGLE D. G., "Electoral Systems and Political Manipulation: A Case Study of Northern Ireland in the 1920s", *The Economic and Social Review*, vol. 11, n° 3, 1980, p. 188.

¹⁴⁷ O'BRIEN J. "Chapter Two: Politics, Representation and Electoral Practices", *op. cit.*, p. 8-10.

¹⁴⁸ Parliamentary Debates (House of Commons), vol. 8, 25 October 1927, cols. 2269-77 cité dans O'BRIEN J. "Chapter Two: Politics, Representation and Electoral Practices", *op. cit.*, p. 14.

¹⁴⁹ PRINGLE D. G., "Electoral Systems and Political Manipulation: A Case Study of Northern Ireland in the 1920s", *op. cit.*, pp. 187-205.

4.2.2. *Gerrymandering*

Après avoir mis en place les deux lois relatives à l'abolition de la représentation proportionnelle, les unionistes décidèrent de redessiner les cartes des 26 districts d'Irlande du Nord. Ce découpage des circonscriptions électorales, aussi appelé gerrymandering¹⁵⁰, fut l'une des nombreuses pratiques politiques dont les catholiques se plaignaient¹⁵¹.

Malgré que le UUP refusait de reconnaître les redécoupages des localités comme un stratagème politique visant à sécuriser leur domination, certains députés unionistes reconnaissaient son existence, et même sa nécessité. James Craigavon trouvait de telles pratiques défendables puisqu'il s'agissait, dans ce cas, de sécurité de l'État, un argumentaire souvent utilisé par le Premier ministre nord-irlandais pour défendre des politiques discriminatoires et inégales. Du côté nationaliste, ce thème gardera une place importante dans le lexique politique des décennies qui suivirent. Notamment lors de l'émergence du Northern Ireland Civil Rights Association (NICRA)¹⁵².

Le cas de Derry illustre très bien ce fait. Jusqu'en 1929, les nationalistes possédaient une majorité confortable dans cette ville. Cependant, la domination nationaliste du conseil municipal fut empêchée en élaborant de nouvelles démarcations de la ville et certaines parties de la campagne environnante. Ceci dans l'objectif de diviser en deux entités la localité, la ville devenant un siège unioniste sûr et la division de Foyle, en campagne donc, un siège nationaliste. Sous le régime de la représentation proportionnelle, les nationalistes contrôlaient le conseil municipal. Effectivement, avant les élections de 1929, 21 conseillers représentaient 6 868 électeurs nationalistes, tandis que 6 340 unionistes votèrent pour 19 conseillers unionistes. Aux élections de novembre 1929, les unionistes prirent le conseil municipal. Un contrôle obtenu en divisant la ville en cinq circonscriptions. Deux d'entre elles ont été délimitées de manière beaucoup plus large pour faire en sorte que les nationalistes n'aient pas de

¹⁵⁰ "The act of changing the size and borders of an area for voting in order to give an unfair advantage to one party in an election" ; Oxford Advanced American Dictionary, Oxford University Press, disponible à l'adresse suivante : <https://www.oxfordlearnersdictionaries.com/definition/>.

¹⁵¹ LIJPHART A., "Review Article: The Northern Ireland Problem; Cases, Theories, and Solutions", *op. cit.*, p. 97.

¹⁵² MCKITTRICK D. & McVEA D., *Making sense of the troubles: a history of the Northern Ireland conflict*, *op. cit.*, pp. 8-9.

majorité. Ce qui permit aux unionistes de gagner les trois autres, plus petites, et donc au total une majorité à la ville¹⁵³.

Pourtant, le mécanisme ne s'arrêta pas au seul redécoupage des circonscriptions électorales. L'habitation était un vrai problème en Irlande du Nord. En 1943, dans la seule ville de Belfast, on dénombrait que trois quarts des maisons avaient besoin d'être réparées et qu'au moins 100 000 habitations supplémentaires auraient été nécessaires. L'attribution des logements était donc un élément fondamental du mécanisme de découpage des circonscriptions électorales. Ce point fit apparaître un phénomène de « ghettoïsation », particulièrement à Belfast, qui renforça le phénomène de gerrymandering. Le point d'orgue du processus d'émergence du mouvement des Civils Rights à la fin des années 1960¹⁵⁴.

Au-delà de Derry et Belfast, les deux phénomènes sont bien documentés dans presque chaque zone de l'ensemble des six comtés. Le gerrymandering était systématique et largement répandu en Irlande du Nord. Pour Christopher Hewitt, ce caractère universel permet de dire qu'il n'aurait pu arriver qu'à travers un plan bien organisé, une volonté politique¹⁵⁵.

Certes, le UUP a reçu un support populaire important, lui permettant de sécuriser l'hégémonie unioniste en Ulster. Dans la plupart des villes nord irlandaises, la majorité unioniste avait été élue par le vote et la préférence d'une majorité. Ceci permet à certains auteurs de définir le régime du Stormont, non pas comme oligarchique mais comme une démocratie instable¹⁵⁶. Il nous semble pourtant difficile de concevoir qu'un système politique qui rejette, et même plus, empêche purement et simplement une minorité politique de s'exprimer puisse être définie comme une démocratie libérale normale. Cela est d'autant plus le cas lorsque l'on se trouve dans une société aussi divisée que l'Irlande du Nord. Dans ce type structure sociale, fortement divisée entre ethos religieux et national, l'intérêt et l'unité nationale est indubitablement une

¹⁵³ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, *op. cit.*, pp. 112-113.

¹⁵⁴ TOWNSHEND C., "The Stormont regime: Northern Ireland, 1920-1969", *op. cit.*, p. 194.

¹⁵⁵ HEWITT C., "Catholic Grievances, Catholic Nationalism and Violence in Northern Ireland during the Civil Rights Period: A Reconsideration", *The British Journal of Sociology*, vol. 32, n° 3, 1981, p. 363.

¹⁵⁶ BUDGE I. & O'LEARY C., "Local Elections and Party Competition: 1897-1967", *op. cit.*, p. 197.

idéologie illusoire. Une croyance qui sert souvent “the reactionary interests of dominant groups and classes and used for internal control”¹⁵⁷.

4.2.3. Réactions nationalistes

Assez logiquement, ces politiques posèrent la question de la participation politique au parlement et créa de fortes tensions au sein des mouvements nationalistes et républicains. Alors que les seconds soutenaient la lutte armée et la guerre aux frontières, à ce moment-là mené par l’IRA depuis le début des années 1920, les premiers préféraient la voix parlementaire. Toute la question était de décider s’il fallait siéger et discuter, ou boycotter le Parlement du Stormont¹⁵⁸.

Les élections générales de 1925 virent une montée du NP de Joseph Devlin¹⁵⁹ de douze à vingt-quatre pour cent. Tandis que les républicains passaient quant à eux de vingt à cinq pour cent. Pour les leaders du NP, le message des électeurs était clair, il ne fallait plus s’abstenir. Même si cela prit du temps, les élus nationalistes décidèrent alors, pour la première fois, de prendre leurs sièges au Stormont. Cette situation n’empêcha pas qu’en 1929 l’abolition du système proportionnel eut bien lieu. Joseph Devlin, qui voulait faire de la minorité catholique une force politique importante dans un pays où elle représentait un tiers de la population, décrivit cette politique comme un vol pour sa communauté, et Cahri Healy de rajouter que “[if] Nationalists are not permitted to work for a united Ireland by the vote, I ask what other means are left to them? You are coming to the time when Nationalist’s exercise of the franchise anywhere will almost seem a waste effort”¹⁶⁰.

Dans les années 1930, le mouvement nationaliste restait de plus en plus divisé. Les débats parlementaires précédents, ainsi que l’abolition de la proportionnalité au parlement, avaient jeté un froid sur la participation au Stormont. Certains nationalistes voulaient continuer à passer par la voix parlementaire pour défendre la minorité

¹⁵⁷ ANDERSON J., “Partition, consociation, border-crossing: some lessons from the national conflict in Ireland/Northern Ireland”, *Nations and Nationalism*, vol. 14, n° 1, 2008, p. 94.

¹⁵⁸ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, op. cit., p. 53.

¹⁵⁹ Journaliste et homme politique nationaliste irlandais, il fut député du Parti Parlementaire à la Chambre des Communes avant la partition de l’Irlande, puis député au Parti Nationalist au Parlement d’Irlande du Nord.

¹⁶⁰ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, op. cit., p. 54-66.

catholique. Cependant, Devlin, jusqu'à sa mort en 1934, et Heal après lui, ne réussirent pas à avoir de soutien suffisant, que cela soit de Westminster, qui ne voulait pas s'occuper de l'Irlande du Nord, ou de Dublin, en la personne du nouveau président De Valéra, qui ne souhaitait pas accueillir de représentants nord-irlandais au parlement de Dublin. Les autres membres du mouvement nationaliste, particulièrement la branche républicaine, ne voyaient plus l'intérêt à participer à ce qu'ils définissaient comme un simulacre de débat¹⁶¹.

En 1936, plusieurs conventions nationalistes, à Tyrone, Derry, Armagh et Belfast, débouchèrent sur la mise en place d'une constitution qui devait guider tous les nationalistes d'Irlande du Nord. L'objectif était de former une unité au sein du mouvement pour acquérir enfin l'unité nationale et l'indépendance de l'Irlande. En somme, former un mouvement contre-hégémonique en Ulster. Jusqu'à nouvel ordre, la politique abstentionniste continua. Les échanges entre Donnelly et Healy montraient que la question de l'abstentionnisme au sein du mouvement nationaliste divisait toujours autant. Au point qu'en octobre 1937, l'Irish Union Association fut déclarée dissoute¹⁶².

Après la Seconde Guerre mondiale, plusieurs conventions prirent place. Les débats portaient majoritairement sur la question de la division de l'île. Seulement, l'une d'entre elles, emmenée par Cahir Healy, revint sur la présence au Stormont. Ce ne fut pourtant qu'après les élections de juillet 1945 que la participation au Stormont et à Westminster fut acceptée par une majorité. Néanmoins, la problématique resta centrale encore de nombreuses années, et ce même bien après l'irruption de violences à la fin des années 1960¹⁶³.

4.3. Ordre d'Orange, forces de l'ordre et force de coercition

De la crise émerge une réaction de l'État, une surutilisation de la coercition. Effectivement, l'efficacité des normes tient en la croyance en leur légitimité. Un ordre politique n'usant que de la menace ne saurait être stable. Pourtant, lorsque qu'un État

¹⁶¹ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, op. cit., p. 72.

¹⁶² *Ibid.*, p. 72-73.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 99-104.

n'arrive pas à faire accepter l'idéologie qu'il voudrait dominante, le recours à la force peut lui sembler nécessaire. Un mouvement réactionnaire visant à mettre au pas une partie de la population récalcitrante. Cela peut aller d'un recours plus agressif de la police envers une partie de la population¹⁶⁴, à l'usage indirect de groupes armés illégaux.

« [D]ès lors que se manifeste ou s'annonce une situation de crise, l'Etat libéral et démocratique n'a aucune difficulté à se transformer en dictature ouverte, voire terroriste »¹⁶⁵.

En 1922, avec le lancement de campagne militaire contre la séparation de l'Irlande par l'IRA, le nouveau gouvernement adopta une loi sur l'État d'urgence et les pouvoirs spéciaux : *The Civil Authorities (Special Powers) Act*. Ce dernier donnait au ministre de l'Intérieur le pouvoir de prendre toutes les « mesures nécessaires » à la préservation de la paix. Il prévoyait aussi de déléguer cette autorité du ministre à la RUC¹⁶⁶. Ces mesures incluaient les « internments », des incarcérations faites sans accusation ni procès. Une forme de répression utilisée principalement contre les républicains, réels ou présumés, durant chaque décennie, tout au long des années 1920 aux années 1970. Dans un premier temps cette loi devait rester provisoire et être renouvelée chaque année dans un état censé rester d'exception. Néanmoins, pour empêcher l'annual débat sur son renouvellement, elle fut décrétée permanente à partir de 1933 et le resta trois ans après le retour du Direct Rule en 1972¹⁶⁷.

À côté des réactions fortes sur la population catholique nord-irlandaise, en réponse aux attaques de l'IRA, il existait un certain degré de tolérance de la part du pouvoir en place pour les actes violents et d'intimidation perpétrés par les groupes protestants à l'encontre des catholiques et nationalistes. Des attaques intercommunautaires qui

¹⁶⁴ WHYTE J., "How much discrimination was there under the unionist regime, 1921-1968?", *op. cit.*

¹⁶⁵ LOSURDO D., « Avec Gramsci, par-delà Marx, et par-delà Gramsci », *Nouvelles Fondations*, vol. 3, n° 7-8, 2007, p. 213.

¹⁶⁶ Les pouvoirs mentionnés comprennent l'interdiction de réunions et de publications, l'internement et l'arrestation sans mandat. ; HARKNESS D., "Division and Retrenchment : 1919-1925", *op. cit.*, pp. 29-30.

¹⁶⁷ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation*, *op. cit.*, p. 120.

atteindront leur pic de violence lors des expulsions et meurtres massifs commis dans les années 1920, et se poursuivront encore durant l'après-guerre.

Des agressions contre les catholiques revenant de l'eucharistique de Dublin, à la répression des célébrations après la victoire du Fianna Fáil en 1932, ou encore des émeutes et attaques sectaires envers les militants anti-partionistes, respectivement en 1935 et 1949. Les protestants ont certes souffert de la violence communautaire mais les catholiques ont sans cesse été les plus touchés¹⁶⁸.

Ce fut le cas aussi dans la relation entre les forces de l'ordre, les groupes paramilitaires et la population catholique. Une certaine mansuétude gouvernementale qui se retrouvait aussi de la part de la RUC à l'égard de certains groupes paramilitaires unionistes et loyalistes. Ces dernières étaient devenues plus habituées aux méthodes violentes¹⁶⁹. Dans leurs relations avec la population, les catholiques étaient souvent perçus par la police et l'armée comme de possibles militants nationalistes. C'est pourquoi ils furent sujets à des politiques de sécurité plus sévères que celles des protestants¹⁷⁰.

À la fin des années 1960, lors des premières marches pour les droits civiques, les loyalistes répondirent violemment, s'en prenant fréquemment aux participants. Les forces de sécurité, étant un peu perdues par la situation, prirent position dans un camp, souvent celui des loyalistes. Ce qui eut le don de créer d'autant plus de tension, surtout avec un gouvernement qui ne savait pas comment réagir autrement que par la force¹⁷¹.

Plusieurs membres du UUP, de la RUC, ainsi que de l'UVF et l'Ulster Defence Association (UDA), faisaient partie de l'ordre d'Orange. Un ordre religieux fondé en 1795 lors des tensions religieuses du comté d'Armagh, situé dans la région de l'Ulster. Cette association de défense protestante fut bâtie avec un objet bien précis, celui de la défense du roi britannique et de ses successeurs, seulement si ces derniers défendaient en retour le protestantisme en Irlande. Une organisation puissante en Grande-Bretagne

¹⁶⁸ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation, op. cit.*, p. 122.

¹⁶⁹ FARRELL M., *Northern Ireland the Orange State, op. cit.*, pp. 63-75.

¹⁷⁰ La police avait tendance à accuser les catholiques de "comportement séditieux", tandis que les protestants de l'accusation moins grave de "comportement désordonné". Les catholiques étaient également soumis à des fouilles militaires plus sévères ; RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation, op. cit.*, p. 127.

¹⁷¹ *Loc. cit.*

mais plus particulièrement au sein du gouvernement d'Irlande du Nord. En effet, les six Premiers ministres qu'a connu le régime du Stormont en étaient tous membres¹⁷².

Des membres qui se comptaient aussi au sein de la Ulster Special Constabulary. Aussi appelé B Specials, cette force auxiliaire armée quasi-militaire venait en aide à la police lors des évènements particulièrement violents. Alors que la RUC était déjà connue pour être composée majoritairement de protestants, ce groupe armé lui n'acceptait tout simplement pas de personnels catholiques. De plus, un nombre important des forces de sécurité qui la composait, était associé à des groupes paramilitaires unionistes ou loyalistes comme l'UVF ou l'UDA¹⁷³.

Les membres du système judiciaire aussi étaient à grande majorité unionistes, avec de fortes connections dans les milieux militants unionistes. L'ordre orangiste, en plus d'être un groupe important politiquement, pouvait compter sur des membres au gouvernement mais aussi des juges¹⁷⁴.

¹⁷² BOSI L., "Explaining the Emergence Process of the Civil Rights Protest in Northern Ireland (1945-1968): Insights from a Relational Social Movement Approach", *op. cit.*, p. 246.

¹⁷³ BUCKLAND P., *A History of Northern Ireland*, *op. cit.*, p. 51.

¹⁷⁴ WHYTE J., "How much discrimination was there under the Unionist regime, 1921-1968?", *op. cit.*

5. La crise d'autorité aide-t-elle à corriger une erreur politique et historique ?

Dans les premiers cahiers, il semble que Gramsci voit dans une crise parlementaire, le résultat d'une erreur politique et historique, que le processus historique tend à corriger presque naturellement¹⁷⁵. Ceci paraît classer Gramsci comme un déterministe. Pourtant, sa vision de l'histoire est loin de l'être, lui qui promeut la « futilité et l'ineptie du déterminisme mécaniste »¹⁷⁶. Cela est apparu essentiel en Irlande du Nord, où les causes et les conséquences s'entremêlent dans un processus qui semble, à en voir la littérature sans cesse florissante, toujours aussi difficile à complètement appréhender.

En fin de compte, la vision de l'histoire de Gramsci, imprégnée dans sa notion de crise, permet de voir la révolte des subalternes en Ulster comme une envie de faire de la politique, de lutter pour l'hégémonie¹⁷⁷. Et ce, dans un système politique en crise dont les phénomènes morbides sont déjà bien voyants, mais qui par ce mouvement des subalternes, devient plus virulent.

Ce dernier chapitre porte sur l'intérêt de l'analyse et de la vision gramscienne de l'histoire dans l'émergence de la violence. D'abord par comparer les idées d'une certaine visions du marxisme et les idées de Gramsci sur l'histoire, ensuite de voir comment s'est déroulée la montée de violence en Irlande du Nord, et les tentatives de réponses.

5.1. Au-delà de l'économisme mécaniste

Le matérialisme historique possède une place influente dans les *Cahiers de Prison*. À tel point qu'il semblerait d'ailleurs possible de rapprocher la théorie marxiste de l'histoire, à la théorie de la crise développée dans le présent travail. Effectivement, la pensée gramscienne possède une approche dialectique de l'histoire et une lecture de la division de la société en classes qui le pose comme un marxiste. Pourtant, Gramsci

¹⁷⁵ GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 2 : cahiers 6 à 9, op. cit.*, p. 189.

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 374.

¹⁷⁷ LIGUORI G., « Le concept de subalterne chez Gramsci », *op. cit.*, p. 4.

n'hésite pas à critiquer la théorie de Marx. Non pas pour montrer son inefficacité mais pour en améliorer les traits.

Cet aspect se remarque notamment dans la partie théorique du présent travail reprenant la notion de classes subalternes¹⁷⁸, dont la conception s'inscrit dans l'enrichissement des catégories traditionnelles du marxisme¹⁷⁹. Plus généralement, Gramsci critique les restes d'économisme et de déterminisme mécanique encore présent dans certaines lectures de Marx. « Il arrive souvent que l'on se batte contre l'économisme historique en croyant se battre contre le matérialisme historique »¹⁸⁰. Ceux-ci viennent d'une lecture messianique du matérialisme historique, qui décrit la révolution socialiste comme la conséquence des crises que connaît la forme de production capitaliste¹⁸¹. Une vision qui ne prend pas en compte des problèmes particulièrement essentiels, notamment dans la situation en Irlande du Nord. La politique et les conflits idéologiques et religieux semblent ne pas exister, ou du moins ne pas jouer de rôle historique. Sans mettre en cause l'aspect explicatif important de l'économie, Gramsci va au-delà du « tout économique » et permet de penser plus en profondeur l'aspect culturel et idéologique du conflit.

5.2. Montée en violence

Les années 1950 marquèrent le renouveau de la question de la partition et du militantisme républicain. L'abstentionnisme et le recours à la force regagnaient en popularité. Outre les cas d'autres politiciens ouvertement abstentionnistes, le cas de Liam Kelly est assez éloquent. Ancien membre de l'IRA ayant fondé le nouveau groupe armé Saor Uladh dans l'objectif de faire avancer la cause républicaine par la violence. Sur à peu près 5 550 électeurs nationalistes, il fut élu aux élections d'octobre 1953 dans le comté de Tyrone et détrôna le député nationaliste par une différence de 800 voix mais il refusa de porter allégeance à la reine d'Angleterre et au Parlement du Stormont. Un point de vue qu'il avait déjà annoncé avant les élections : "I will not take the Oath of Allegiance to a foreign Queen of a bastard nation. I took an Oath of

¹⁷⁸ Voir section 2.2.

¹⁷⁹ LIGUORI G., « Le concept de subalterne chez Gramsci », *op. cit.*, p. 9.

¹⁸⁰ LOSURDO D., « Avec Gramsci, par-delà Marx, et par-delà Gramsci », *op. cit.*, p. 213.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 213.

Allegiance to the Irish Republic when I was sixteen. I have kept that oath and I intend to keep it. I do not believe in constitutional methods. I believe in the use of force; the more the better, the sooner the better. That may be treason or sedition, call it whatever the hell you like”¹⁸². Un avis déjà partagé par le député O’Sorahan, porte-parole du Sinn Féin, qui ne voyait pas d’autres solutions à l’impasse politique du mouvement républicain en 1949 : “If our constitutional campaign fails the inevitably there will be nothing for it but the use of physical force – the gun, rifle and hand grenade in an effort to take back by force what was taken from us by force”¹⁸³.

Une montée en tension qui continua en décembre 1955, lorsque 150 membres de l’IRA mirent en place plusieurs opérations de destructions de communications, de ponts et de bâtiments militaires en Irlande du Nord. Les communiqués du Sinn Féin et de l’IRA qui suivirent furent clairs : il s’agissait bel et bien d’une nouvelle campagne pour l’indépendance. “That then is our aim: an independent, united, democratic Irish Republic”¹⁸⁴. Ces événements marquèrent le début d’une campagne militaire de cinq ans, principalement contre le RUC. Cette fois l’organisation ne venait pas du sud mais directement des frustrations de la minorité catholique, dont le support populaire pour l’usage de la violence avait incroyablement augmenté¹⁸⁵.

En réponse, les paramilitaires loyalistes et unionistes réagirent en agressant les militants des droits civiques et en participant aux fusillades entre troupes britanniques et républicaines. Une violence qui n’était que du « pro-state terrorism », une violence réactive avec une absence de projet politique autre que la volonté de garder le statuquo¹⁸⁶.

5.3. Tentatives de réponses et fin du Stormont

Face à cette situation dangereuse qui continuait de s’amplifier jusque dans les années 1960, le Premier ministre Terence O’Neil tenta d’apaiser les tensions par un

¹⁸² FARRELL M., *Northern Ireland the Orange State*, op. cit., p. 205.

¹⁸³ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, op. cit., p. 105.

¹⁸⁴ FARRELL M., *Northern Ireland the Orange State*, op. cit., pp. 216-221.

¹⁸⁵ HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, op. cit., p. 106-107.

¹⁸⁶ TOWNSHEND C., “The thirty years’ crisis, 1968-1998”, in TOWNSHEND C., *Ireland, the 20th century*, Arnold / Oxford University Press, London, p. 213-214.

projet de loi appliquant le “one man one vote”. Le projet échoua et de nombreux épisodes de désordres publics eurent lieu en 1968 et 1969, particulièrement à Belfast et Derry¹⁸⁷.

Avant cela, plusieurs campagnes eurent lieu du côté catholique et nationaliste pour tenter de réformer le système plutôt que de renverser le régime du Stormont. Elles commencèrent avec la campagne pour la justice sociale en 1964, la formation du National Democratic Party en 1965 et enfin la fondation du Northern Ireland Civil Rights Association en 1967¹⁸⁸.

Seulement, la répression faite à ces campagnes fit monter l’usage de la violence du camp nationaliste républicain. La Provisional IRA se détacha de l’Officielle et se présenta comme les défenseurs des catholiques à l’égard des attaques perpétrées par la communauté protestante. Sa préparation de la campagne militaire contre l’État nord-irlandais coïncida avec les émeutes et les fusillades qui suivirent, telles que la bataille de Falls en juillet ou celle du Bogside. Celles-ci ont marqué une étape décisive dans les craintes des catholiques sur l’armée britannique et ont confirmé la croissance du soutien pour l’IRA¹⁸⁹.

Après le *Rapport Cameron* de septembre 1969, d’autres documents britanniques démontrèrent encore qu’exclure la minorité catholique était la source principale des violences. Le *Green Paper* et *The Future of Northern Ireland* démontraient la prise de conscience du gouvernement britannique dans le fait qu’exclure la minorité catholique et de garder un système politique dominé par un seul parti n’était pas viable en Irlande du Nord. Les deux documents proposaient donc la mise en place d’une Assemblée élue au système proportionnel comme dans la République¹⁹⁰.

Pourtant, ces mises en garde ne furent que très peu prises en compte par le gouvernement unioniste. Durant cette période, le parti s’en montra même profondément divisé sur la résolution des événements. L’incapacité du gouvernement à maintenir l’ordre l’obligea à appeler les troupes britanniques en renfort. En faisant cela, les unionistes venaient de montrer qu’ils n’étaient plus capables de gérer les

¹⁸⁷ TOWNSHEND C., “The Stormont regime: Northern Ireland, 1920-1969”, *op. cit.*, p. 202.

¹⁸⁸ TOWNSHEND C., “The Stormont regime: Northern Ireland, 1920-1969”, *op. cit.*, p. 200.

¹⁸⁹ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation*, *op. cit.*, p. 130.

¹⁹⁰ TOWNSHEND C., “The thirty years’ crisis, 1968-1998”, *op. cit.*, p. 211.

affaires internes de l'Irlande du Nord¹⁹¹. En 1972, ils durent d'ailleurs laisser la place aux Britanniques et à un retour du *Direct Rule*. Ce qui marqua la fin du *Stormont regime* et donc de l'expérience d'un gouvernement décentralisé en Ulster. Plus fondamentalement, elle indiqua que l'alliance entre le Royaume-Uni et les protestants d'Irlande du Nord était passablement endommagée¹⁹².

¹⁹¹ RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation, op. cit.*, p. 128.

¹⁹² RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation, op. cit.*, p. 131.

Conclusion

En répondant à la question : « Quel est le processus d'émergence de la violence politique lors d'une crise de légitimité ? Le cas du régime du Stormont en Irlande du Nord », ce mémoire démontre comment la crise de légitimité du régime politique de l'Ulster britannique a pu être un élément essentiel dans le processus d'émergence de la violence en Irlande du Nord.

La crise de légitimité n'est évidemment pas la seule cause des violences de la fin du XX^{ème} siècle. Elle reste tout de même l'une des manifestations majeures d'une crise organique, qui par définition est plus profonde, plus générale et plus large. La décision d'utiliser la violence politique comme une stratégie, représentait l'un des symptômes morbides d'une telle crise. Néanmoins, la perte quasi-totale de légitimité du gouvernement politique nord-irlandais, mais aussi de son système, a eu un impact non négligeable dans l'émergence d'évènements violents.

Les éléments de la crise de légitimité ont eu des conséquences dans les relations entre communauté protestante et communauté catholique, et *in fine* dans la période de guerre civile de la fin des années 1960 à la fin des années 1990. Premièrement, les espoirs d'égalités religieuses se sont évanouis avec les politiques de discrimination appliquées par le gouvernement unioniste. L'identité politique est venue s'ajouter à l'identité religieuse et a, par la même occasion, renforcé la méfiance intercommunautaire déjà profondément présente en Irlande du Nord. Deuxièmement, le renforcement du pouvoir central et la domination politique du Parti Unioniste d'Ulster a créé un dilemme majeur pour les députés nationalistes et catholiques. Avoir restreint l'accès à la vie politique parlementaire aux nationalistes n'a fait que renforcer la légitimité de l'utilisation de la violence auprès de la population catholique, et a donc nettement favorisé l'émergence du républicanisme nord-irlandais. Troisièmement, l'usage disproportionné de la violence d'État, couplé à la complaisance de la violence des groupes paramilitaires, a transformé la classe dirigeante nord-irlandaise en une classe dominante. Celle-ci ayant perdu le consentement des subalternes catholiques, ainsi que son monopole de la violence légitime, et les populations catholiques acceptant de plus en plus son usage par les groupes armés républicains.

Enfin, il a été vu que la crise de légitimité et l'émergence d'évènements particulièrement violents formaient un processus long et souvent hasardeux. Loin d'être une série d'étapes qui amèneraient indubitablement à ce type de situation, la dynamique de la violence est souvent dépendante des particularités internes à un territoire.

Actuellement, la violence politique est toujours présente en Irlande du Nord. Néanmoins, la résurgence des violences intercommunautaires reste encore limitée. Certes les désaccords communautaires sont restés prégnants, l'Irlande du Nord, avec ses divisions internes, garde un statut de société divisée¹⁹³. Cependant, la mise en place du *power-sharing* a permis un dialogue institutionnalisé. De plus, malgré la continuité des victoires électorales de formations radicalement opposées, le Democratic Unionist Party et le Sinn Féin, ainsi que les épisodes récurrents de crises gouvernementales, la formation d'un gouvernement ont toujours bien eu lieu.

Finalement, cette analyse permet de montrer que la légitimité d'un régime gouvernemental est un élément majeur dans l'émergence des violences politiques.

¹⁹³ LIJPHART A., "Constitutional Design for Divided Societies", *Journal of Democracy*, vol. 15, n° 2, 2004, p. 96.

Bibliographie

Ouvrages

BARDON J., *The Plantation of Ulster: The British Colonization of the North of Ireland in the 17th Century*, Gill and Macmillan, 2011, 416 p.

BARRITT D. & CARTER C., *The Northern Ireland Problem: A Study in Group Relations*, Oxford, 1962, 163 p.

BUCKLAND P., *A History of Northern Ireland*, Dublin, Gill & Macmillan, 1981, 208 p.

DARBY J., *Conflict in Northern Ireland: The Development of a Polarised Community*, Dublin, Gill & Macmillan, 1976, 268 p.

EDWARDS R. D., *An Atlas of Irish History*, Londres, Routledge, 2005, 299 p.

FARRELL M., *Northern Ireland the Orange State*, Londres, Pluto Press, 1976, 410 p.

FILIPPINI M., *Using Gramsci: a new approach*, London, Pluto, 2017, 192 p.

FITZPATRICK B., *Seventeenth-Century Ireland: The War of Religions*, Dublin, Gill & Macmillan, 1988, 291 p.

GODDARD S. E., *Indivisible Territory and the Politics of Legitimacy: Jerusalem and Northern Ireland*, New-York, Cambridge University Press, 2010, 294 p.

GALLAGHER F., *The Indivisible Island: The History of the partition of Ireland*, London, V. Gollancz, 1958, 316 p.

GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 1 : cahiers 1 à 5*, France, Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque de Philosophie », 1996, 720 p.

GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 2 : cahiers 6 à 9*, France, Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque de Philosophie », 1983, 720 p.

GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 3 : cahiers 10 à 13*, France, Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque de Philosophie », 1978, 552 p.

GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 4 : cahiers 14 à 18*, France, Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque de Philosophie », 1990, 432 p.

GRAMSCI A., *Cahiers de prison, Tome 5 : cahiers 19 à 29*, France, Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque de Philosophie », 1992, 588 p.

HENNESSEY T., *A History of Northern Ireland 1920-1996*, Macmillan Press Ltd., New York, 1997, 347 p.

HOARE G. & SPERBER N., *Introduction à Antonio Gramsci*, La Découverte, 2019, 127 p.

KALYVAS N. S., *The Logic of Violence in Civil War*, New-York, Cambridge University Press, coll. « Cambridge Studies in Comparative Politics », 2006, 510 p.

MAILLOT A., *L'IRA et le conflit nord-irlandais*, Caen, Presses universitaires de Caen, 2018, 346 p.

MCALLISTER I. & HAYES B., *Conflict to Peace: Politics and Society in Northern Ireland over Half a Century*, Manchester University Press, 2013, 280 p.

MCKITTRICK D. & McVEA D., *Making sense of the troubles: a history of the Northern Ireland conflict*, New Amsterdam Books, 2002, 416 p.

MOXON-BROWNE E., *Nation, Class and Creed in Northern Ireland*, Gower Pub Co, 1983, 205 p.

ROSE R., *Governing without consensus: an Irish perspective*, Beacon Press, London, 1971, 567 p.

RUANE J. & TODD J., *The dynamics of conflict in Northern Ireland: Power, conflict and emancipation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 365 p.

Chapitres d'ouvrages

BUCKLAND P., “‘A Protestant Parliament and a Protestant State’: Regional Government and Religious Discrimination in Northern Ireland, 1921-39”, in DUKE A.C., TAMSE C.A. (eds), *Britain and The Netherlands*, Springer, Dordrecht, 1981, pp. 231-242.

BOSI L., “A processual approach to political violence: how history matters” in ENGLISH R. (eds.), *The Cambridge History of Terrorism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021, pp. 106-123.

BUDGE I. & O'LEARY C., "Local Elections and Party Competition: 1897-1967", in BUDGE I. & O'LEARY C., *Belfast: Approach to Crisis: A Study of Belfast Politics, 1613-1970*, Palgrave Macmillan, 1973, pp. 173-198.

COAKLEY J., "Northern Ireland and the British dimension", in COAKLEY J. & GALLAGHER M. (eds), *Politics in the Republic of Ireland*, Oxon, Routledge, 2018, pp. 278-298.

FITZPATRICK D., "Commemoration in the Irish free state: a chronicle of embarrassment", in MCBRIDE I. (Ed.) *History and Memory in Modern Ireland*, Cambridge University Press, Cambridge, 2001, pp. 184-203.

HARKNESS D., "Division and Retrenchment: 1919-1925", in HARKNESS D., *Ireland in the Twentieth Century: Divided Island*, New York, Macmillan, 1996, pp. 34-46.

JUNG C., LUST-OKAR E. & SHAPIRO I., "Problems and prospects for democratic settlements: South Africa as a model for the Middle East and Northern Ireland?", in KALYVSA N. S., SHAPIRO I. & MASOUD T. (eds.), *Order Conflict, and Violence*, New York, Cambridge University Press, 2008, pp. 139-194.

McCARTHY M., "Making Irish Martyrs: The Impact and Legacy of the Execution of the Leaders of the Easter Rising, 1916", in OUTRAM Q. & LAYBOURN K. (eds), *Secular Martyrdom in Britain and Ireland*, Palgrave Macmillan, 2018, pp. 165-202.

O'BRIEN J. "Chapter Two: Politics, Representation and Electoral Practices" in O'BRIEN J., *Discrimination in Northern Ireland, 1920-1939: Myth or Reality?* Cambridge Scholars Publisher, 2010, pp. 7-18.

RUANE J. and TODD J., "Afterword Social Movements, Long-term Processes, and Ethnic Division in Northern Ireland", in BOSI L. et DE FAZIO G. (eds), *The Troubles in Northern Ireland and Theories of Social Movements*, Amsterdam University Press, pp. 223-238.

TOWNSEND C., "The Stormont regime: Northern Ireland, 1920-1969", in TOWNSEND C., *Ireland, the 20th century*, Arnold / Oxford University Press, London, pp. 178-202.

TOWNSEND C., "The thirty years' crisis, 1968-1998", in TOWNSEND C., *Ireland, the 20th century*, Arnold / Oxford University Press, London, pp. 203-234.

Articles de revue

ANDERSON J. & O'Dowd L., "Imperialism and nationalism: The Home Rule struggle and border creation in Ireland, 1885 & 1925", *Political Geography*, vol. 26, 2007, pp. 934-950.

ANDERSON J., "Partition, consociation, border-crossing: some lessons from the national conflict in Ireland/Northern Ireland", *Nations and Nationalism*, vol. 14, n° 1, 2008, pp. 85-104.

BABIC M., "Let's talk about the interregnum: Gramsci and the crisis of the liberal world order", *international Affairs*, 2020, pp. 5-20.

BOSI L., "Explaining the Emergence Process of the Civil Rights Protest in Northern Ireland (1945-1968): Insights from a Relational Social Movement Approach", *Journal of Historical Sociology*, vol. 21, n° 2/3, 2008, pp 242-271.

BOSI L., « État des savoirs et pistes de recherche sur la violence politique », *Critique internationale*, 2012, n° 54, pp. 171-189.

BROWNE C. B., "Choreographed Segregation: Irish Republican Commemoration of the 1916 Easter Rising in 'Post-Conflict' Belfast", *Irish Political Studies*, 2016, vol. 31, n° 1, pp. 101-121.

BOYCE D.G., "British Conservative Opinion, the Ulster Question, and the Partition of Ireland, 1912-1921", *Irish Historical Studies*, vol. 17, n° 65, pp. 89-112.

CIAVOLELLA R., « Un nouveau prince au-delà des antinomies : lectures de Gramsci dans les mouvements sociaux contemporains », *Actuel Marx*, vol. 1, n° 57, 2015, pp. 112-124.

COLANTONIO L., « Une mémoire en partage ? La Grande Guerre en Irlande », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 1-2, n° 113-114, 2014, pp. 118-124.

COURBON B., « À propos d'un constituant lexical de la modernité : aspects sémantiques du mot crise », *Éla. Études de linguistique appliquée*, vol. 1, n° 157, 2010, pp. 49-74.

DALY T. P., “James Craig and Orangeism, 1903-10”, *Irish Historical Studies*, vol. 34, n° 136, 2005, pp. 431-448.

GALLAHER C., “Teaching about political violence: a primer on representation”, *Journal of Geography in Higher Education*, vol. 28, n° 2, 2004, pp. 301-315.

HENNESSEY T., “Ulster unionist territorial and national identities 1886–1893: Province, Island, kingdom and empire”, *Irish Political Studies*, vol. 8, 1993, pp. 21-36.

HEPBURN A. C., “Work, Class and Religion in Belfast, 1871-1911”, *Economic and Social History*, 1983, vol. 10, pp. 33-50.

HEWITT C., “Catholic Grievances, Catholic Nationalism and Violence in Northern Ireland during the Civil Rights Period: A Reconsideration”, *The British Journal of Sociology*, vol. 32, n° 3, 1981, pp. 362-380.

LIGUORI G., « Le concept de subalterne chez Gramsci », *Mélanges de l'École française de Rome – Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, vol. 128, n° 2, 2016, pp. 1-11.

LIJPHART A., “Constitutional Design for Divided Societies”, *Journal of Democracy*, vol. 15, n° 2, 2004, pp. 96-109.

LIJPHART A., “Review Article: The Northern Ireland Problem; Cases, Theories, and Solutions”, *British Journal of Political Science*, vol. 5, n° 1, 1975, pp. 83-106.

LOSURDO D., « Avec Gramsci, par-delà Marx, et par-delà Gramsci », *Nouvelles Fondations*, vol. 3, n° 7-8, 2007, pp. 210-218.

NEWSINGER J., “James Connolly and the Easter Rising”, *Science & Society*, vol. 47, n° 2, 1983, pp. 152–177.

ORDIONI N., « Le concept de crise : un paradigme explicatif obsolète ? Une approche sexospécifique », *Mondes en développement*, vol. 2, n° 154, 2011, pp. 137-150.

PRINGLE D. G., “Electoral Systems and Political Manipulation: A Case Study of Northern Ireland in the 1920s”, *The Economic and Social Review*, vol. 11, n° 3, 1980, pp. 187-205.

TILLY C., “Terror as Strategy and Relational Process”, *International Journal of Comparative Sociology*, vol. 46, n° 1-2, 2005, pp. 11-32.

SMYTH S., “In Defence of Ulster: The Visit of Sir Basil Brooke to North America, Spring 1950”, *The Canadian Journal of Irish Studies*, vol. 33, n° 2, 2007, pp. 10-18.

STUBBS O. J., “The Unionists and Ireland, 1914-18”, *The Historical Journal*, vol. 33, n° 4, 1990, pp. 867-893.

WALKER G., “‘Protestantism Before Party!’: The Ulster Protestant League in the 1930s”, *The Historical Journal*, vol. 28, n° 4, 1985, pp. 961-967.

WANG T. Y., DIXON W. J., MULLER E. N. & SELIGSON M. A., “Inequality and Political Violence Revisited”, *The American Political Science Review*, 1993, vol. 87, n° 4, pp. 977-994.

WHITE W. R., “On Measuring Political Violence, Northern Ireland, 1969 to 1980”, *American Sociological Review*, 1993, vol. 58, n° 4, pp. 575-585.

WHYTE J., “How much discrimination was there under the Unionist regime, 1921-1968?”, *Contemporary Irish Studies*, 1983, (disponible à l’adresse suivante : <http://cain.ulst.ac.uk/issues/discrimination/whyte.htm#chap1>)

Médias

HIRST M., “NI riots: What is behind the violence in Northern Ireland?”, *BBC News*, disponible à l’adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-56664378> (consulté le 29 juillet 2021).

KEUCHEYAN R., « Gramsci, une pensée devenue monde », *Le Monde diplomatique*, juillet 2012, disponible à l’adresse suivante : <https://www.monde-diplomatique.fr/2012/07/KEUCHEYAN/47970> (consulté le 12 août 2021).

RTÉ, “Civil Rights in Northern Ireland: 11. Cameron Report”, *RTÉ Archives*, disponible à l’adresse suivante : <https://www.rte.ie/archives/exhibitions/1031-civil-rights-movement-1968-9/1041-cameron-report/> (consulté le 23 juillet 2021).

Sites web

Access Research Knowledge (ARK), “The Northern Ireland House of Commons, 1921-1972”, Northern Ireland Elections, 12 février 2002, disponible à l’adresse suivante: <https://www.ark.ac.uk/elections/hnihoc.htm> (consulté le 21 juillet 2021).

Documents officiels

CAMERON J. *et al.*, “Cameron Report - Disturbances in Northern Ireland: Chapters 10 to 16”, CAIN, 16 août 1969, disponible à l’adresse suivante : <https://cain.ulster.ac.uk/hmso/cameron2.htm#chap16> (consulté le 22 juillet 2021).

Débats parlementaires

HANSARD, Clause 1. – (Establishment of Irish Parliament), June 11, 1912, col. 771., disponible à l’adresse suivante : https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1912/jun/11/clause-1-establishment-of-irish#column_771 (consulté le 21 juillet 2021).

BROOKE B. in Northern Ireland House of Commons Debates, vol. 30, col. 1965-71, 8 Oct. 1946.

Dictionnaires

Oxford Advanced American Dictionary, Oxford University Press, disponible à l’adresse suivante : <https://www.oxfordlearnersdictionaries.com/definition/>.